

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

Essai sur le Fellah
et le
Travail Manuel en Egypte

— ◊ —
THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÉCONOMIQUE

Présentée et soutenue le 30 Juin 1913

PAR

MOUSTAFA SÉDDIK EL NAGGAR



LYON
IMPRIMERIE J. PONCET
Rue François-Dauphin, 18

—
1913

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

Essai sur le Fellah

et le

Travail Manuel en Egypte

— ○ —

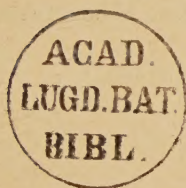
THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÉCONOMIQUE

Présentée et soutenue le 30 Juin 1913

PAR

MOUSTAFA SÉDDIK EL NAGGAR



LYON
IMPRIMERIE J. PONCET
Rue François-Dauphin, 18

—
1913

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

THALLER, *, I. O., professeur honoraire.

AUDIBERT, *, I. O., professeur honoraire.

FLURER, *, I. O., doyen honoraire, professeur de Droit civil.

JOSSERAND, I. O., doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, *, I. O., professeur de Droit criminel, correspondant de l'Institut.

APPLETON (Charles), I. O., professeur de Droit romain.

COHENDY, O. *, I. O., professeur de Droit commercial.

PIC, I. O., professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. O., professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. O., professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. O., professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. O., professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

BROUILHET, I. O., professeur d'Economie politique.

HUVELIN, I. O., professeur de Droit romain.

LÉVY, I. O., professeur de Droit civil.

GONNARD, I. O., professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. O., professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. O., secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. E. LÉVY, *président*.

P. PIC, *assesseur*.

E. LAMBERT, *assesseur*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A ma Mère.

A mon regretté Père.

A mes Professeurs.

PRÉFACE

Pendant les vacances de 1911, j'ai fait en Egypte une enquête sur la condition de la vie rurale, particulièrement dans la province de Menoufieh, où la densité de la population par acre est plus grande que dans n'importe quel pays en Europe (1).

J'ai complété les documents ainsi recueillis par les ouvrages signalés au cours de ce livre.

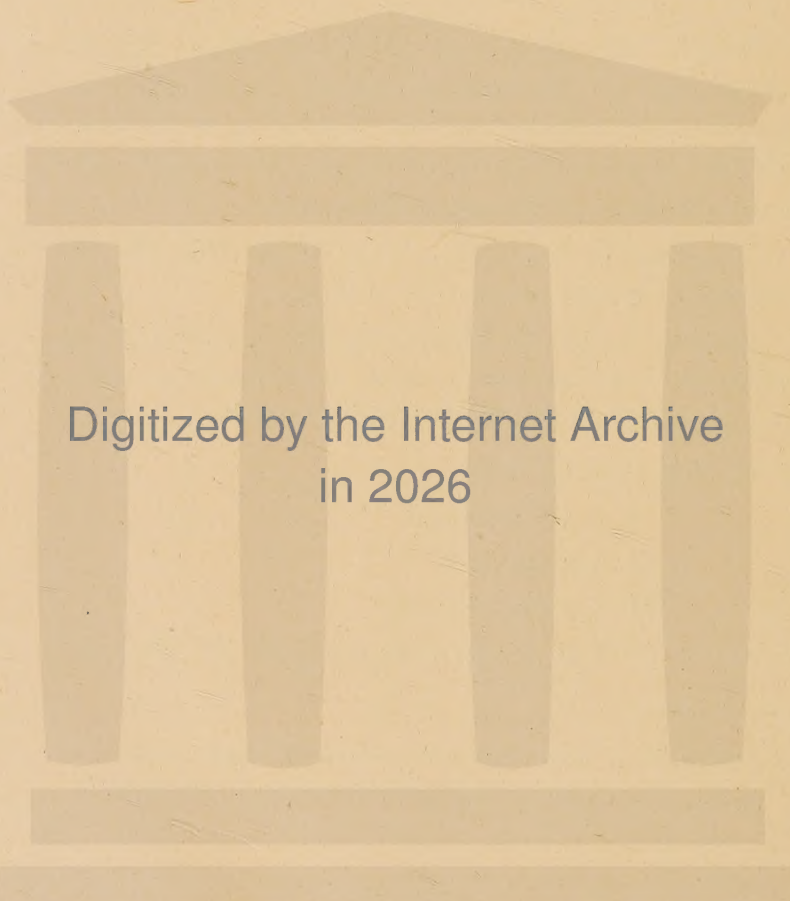
Je me suis efforcé d'y faire connaître la condition des paysans, c'est-à-dire 82 % (2) de la population égyptienne, et aussi celle du prolétariat en ville.

Ce livre se divise ainsi :

- I. LA PROPRIÉTÉ.
- II. LE MARCHÉ.
- III. LE PROLÉTARIAT.
- IV. LES HABITUDES SOCIALES DU FELLAH.

(1) *Rapport de Lord Kitchner, Egypt and the Soudan*, 1912, p. 4.

(2) *Comte de CRAISSATY, L'Egypte d'aujourd'hui*, 1912, p. 56.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA PROPRIÉTÉ

En 641 les Arabes ont conquis l'Égypte. Le Khalife avait à choisir entre deux jurisprudences musulmanes : ou créer le pays conquis wakfs (bien de mainmorte au profit de tous les musulmans du monde), ou le laisser aux habitants du pays conquis. La dernière jurisprudence fut suivie. L'Égypte fut donc laissée aux Égyptiens selon le régime antérieur à la conquête.

Alors on partageait périodiquement la terre entre les cultivateurs; on donnait à chacun le nombre de feddans qu'il désirait cultiver suivant ses moyens. Un tribut de deux dynares fut imposé à chaque habitant mâle de 12 à 60 ans. Si dans une commune le tribut d'un habitant n'était pas payé, on le répartissait sur les membres de la commune suivant le nombre de feddans qu'ils cultivaient. Ce fut la propriété collective (1).

Ce régime fut maintenu jusqu'à la conquête turque au ^{xvi}e siècle. Alors le Pacha délégué du sultan de

(1) ARTIN PACHA, *La propriété foncière en Égypte*, - 1883, pp. 70, 71, 78 à 80.

Constantinople concéda les communes aux moulta-zims les plus offrants. Le concessionnaire cultivait à son compte plus des trois quarts de l'étendue de la commune en y employant les fellahs en corvée. Ceux-ci cultivaient le reste pour leur compte à titre d'usufruit. Ils n'avaient en propriété que leurs bestiaux et leurs maisons. Ils étaient imposés de 17 sortes d'impositions qui engloutissaient les produits de leur travail (1).

En 1813 Mehemet Ali fit dresser le cadastre du territoire égyptien cultivé, lequel fut distribué de nouveau aux cultivateurs en parts de 3 à 5 feddans. Les parts étaient égales; la différence de chiffres était compensée par le degré de fertilité des terrains. Pour la première fois depuis la conquête arabe le fellah posséda en son nom propre une terre limitée et fixe inscrite sur des registres officiels. (2).

Une loi de 1854 fixa à 15 ans la prescription de la propriété territoriale. Les communes devaient donner aux immigrants des portions de terres pour les faire vivre. Les héritiers mâles d'un tenancier décédé avaient un droit acquis sur le fonds laissé. La loi de 1858 stipula le transfert des fonds aux héritiers des tenanciers sans distinction de sexe. Le délai de prescription fut réduit à 5 ans. Le tenancier put constituer son fonds en antichrèse, en hypothèque ou l'affermir pour 3 ans renouvelables. L'Etat pouvait

(1) ARTIN PACHA, *La propriété foncière en Egypte*, 1883, p. 84.

(2) *La propriété foncière en Egypte*, ouv. cit., p. 90.

exproprier le fonds pour cause d'utilité publique sans indemnité. Mais le principe de l'indemnité fut posé par la loi de 1858 et définitivement établi par la loi de 1878.

Cet historique montre que la propriété privée, absolue n'existe en Egypte que depuis une cinquantaine d'années. Un décret de 1881 stipula l'inscription disctincte pour chacun des héritiers. Le décret de 1869 qui ordonnait l'inscription de la terre d'une succession au nom de l'aîné de la famille fut abrogé. Dorénavant la propriété est sacrée dans la vallée du Nil (1).

L'évolution fut commencée en 1813 et finie en 1881, à la veille de l'occupation britannique, 1882.

(1) *La propriété foncière*, ouv. cit., pp. 203 à 213.

I. LE PETIT PROPRIÉTAIRE

Comment se répartit la propriété foncière ? Voici des chiffres (1) :

	1898		1910	
	Propriétaires.	Surface en feddans (2).	Propriétaires.	Surface.
La petite propriété				
de 5 et au-dessous	675.562	1.051.827	1.247.081	1.369.612
de 5 à 10	81.185	568.294	76.139	530.231
La moyenne propriété				
de 10 à 50	62.674	1.232.394	56.330	1.105.372
La grande propriété				
de 50 et au-dessus	11.874	2.169.744	12.414	2.458.574

Ces chiffres montrent une concentration en bas et en haut. C'est l'évolution économique depuis quinze ans. Mais cette statistique fut obtenue au moyen de « wirts », feuilles d'impôt que portent les propriétaires (3). Ainsi, X a trois propriétés dans trois villages, il porte alors trois wirts et son nom était compté trois fois dans le relevé de la statistique. Ensuite l'administration du cadastre fut créée en 1896. Elle distingua les noms des propriétaires qui figuraient autrefois dans le « wirt » comme copropriétaires ou sous le nom d'un parent décédé.

(1) *Statistique officielle de 1911*, pp. 272 et 273.

(2) Un feddan = 4.200 mètres carrés.

(3) *Rapport de Lord Cromer sur l'Égypte et le Soudan*, 1906, p. 50.

Feu Eldon Gorst attribue l'augmentation plus apparente que réelle du nombre de petits propriétaires à la transformation des propriétés indivises en propriétés privées, lesquelles peuvent être hypothéquées au cas d'embarras financiers des propriétaires (1). D'autre part, le droit de transcription fut réduit de 5 à 2 %. Des petits propriétaires ont transcrit ainsi leurs titres pour bénéficier de ce tarif réduit. L'augmentation du nombre de petits propriétaires est encore due aux partages à la suite de décès des fellahs prolifiques. Enfin, la statistique ne tient pas compte de la valeur des terrains. Or, l'hectare se vend 12.500 francs, au moins, dans la province de Menoufieh, et 750 dans certaines régions de province de Behera, de Charkieh et de Dakahlieh.

Cette statistique doit donc être lue avec précaution. Mais ce n'est pas tout. Des sociétés spéculaient sur les terrains depuis une vingtaine d'années. De petits propriétaires achetèrent à ces sociétés et au domaine de petites parcelles de terrains. Pour cela, ils empruntaient aux banques, surtout à des usuriers. Le Crédit foncier égyptien évalue à 73 % ses créances hypothécaires en prêts ruraux (2). L'Agricultural Bank prêta environ 8 millions de livres sterling aux fellahs déjà propriétaires. Une partie de ces emprunts fut dissipée; une autre fut le prix de ces achats. L'intérêt est de 9 %.

Des travailleurs ont acheté de ces terres sur leurs économies, complétées par des emprunts. Mais des

(1) *Rothstein Egypt's Ruin*, 1910, pp. 296 et 297.

(2) *Rapport du Crédit foncier égyptien*, 1910.

années de mauvaises récoltes se sont suivies, depuis 1902, le ver du coton ravagea la campagne, l'humidité du sous-sol, conséquence des irrigations, attaqua les racines cotonnières : les acquéreurs ne purent amortir leur dette. Une crise financière éclata en 1907. Beaucoup de propriétaires durent vendre leurs terrains aux enchères pour payer leurs dettes ; les tribunaux mixtes furent saisis de 30.000 effets de créances échus de ce genre, en 1911, jusqu'au mois d'octobre de la même année. Ces fellahs étaient donc des propriétaires en droit et des prolétaires en fait.

Pour toutes ces raisons, la concentration en bas de la propriété foncière est factice ; mais la concentration d'en haut est un péril. Il y a des vastes domaines wakfs (biens de mainmorte). Ils sont inaliénables. Cela paralyse l'activité. La jurisprudence musulmane doit se tenir au courant du progrès économique.

Le homestead.

Le gouvernement anglo-égyptien fut obligé de protéger le fellah contre lui-même et contre les financiers. On eut recours au droit musulman d'après lequel la maison servant à l'habitation du débiteur ne peut être vendue pour le paiement de ses dettes. Ce principe fut reproduit dans le règle-

(1) *Journal d'Algarida*, 20 novembre 1911.

ment d'exécution des jugements des tribunaux du 4 avril 1907. Cela fut insuffisant.

Aussi une loi du 3 décembre 1912 porte : est insaisissable la propriété agricole des cultivateurs propriétaires de 5 feddans ou moins. L'insaisissabilité s'étend à l'habitation, à ses dépendances, à deux animaux de trait et aux instruments nécessaires à l'exploitation du fonds. Elle est opposable aux créanciers hypothécaires ou gagistes, ainsi qu'à ceux qui ont obtenu un droit d'affectation, mais non aux créanciers privilégiés. Ces dispositions ne portent pas atteinte aux droits inscrits ou transcrits au moment de la mise en vigueur de la présente loi ou des créanciers chirographaires dont le titre aura acquis date certaine avant la même date (1).

Le principe de l'insaisissabilité ne s'applique pas à la propriété urbaine ou à celle des personnes qui ne sont pas cultivateurs. Cela n'empêche pas l'application de l'insaisissabilité à des personnes qui, à leur principale occupation de cultivateur, joindraient également l'exercice d'un petit commerce ou d'un métier.

Pour savoir si un bien est ou non insaisissable, il faut se reporter au moment de la naissance de la créance. Si à ce moment le débiteur était propriétaire de plus de 5 feddans ou s'il n'était pas cultivateur, l'insaisissabilité est inopposable ; peu importe ce qui s'est produit depuis lors. Enfin l'insaisissabilité ne peut être opposée aux recouvrements

(1) *Journal officiel* du 4 décembre 1912.

de dommages et intérêts provenant de la perpétration de crimes ou de délits.

Cette loi est entrée en application le 4 janvier 1913. Depuis juin 1912 jusqu'à cette date, 519.741 actes ont été présentés à l'enregistrement pour avoir une date certaine contre 23.296 dans la même période de l'année précédente; et une somme de 119.564 livres égyptiennes contre 5.296 l'année précédente a été payée pour frais d'enregistrement. Mais il y a lieu d'observer que la majorité des personnes qui ont présenté ces actes n'étaient pas des créanciers, mais des fellahs qui ont confectionné des billets à ordre antidatés au nom de leurs usuriers pour en faire usage dans l'avenir. Les billets ont date certaine, après l'enregistrement, et par là le fellah assure son crédit futur (1).

Cette réforme rend le régime plus individualiste. Mais la propriété insaisissable immobilise le capital et compromet le crédit. On a déjà tourné la loi; et puis il est à peu près certain qu'on ira toujours chez l'usurier et on lui vendra son bien en lambeaux. L'amour de la terre n'empêche pas de faire cela. Si le fellah n'hypothèque pas son terrain, c'est parce que les banques ne sont pas à sa portée; tandis que l'usurier est toujours aimable et présent et connaît bien l'usage de ses débiteurs qui ne payent pas l'échéance.

(1) Du rapport du conseiller financier sur la propriété de 5 feddans, 1913.

Il est bien de protéger les faibles ; mais il y a la manière. Qu'on les instruisse, qu'on crée des banques populaires, des coopératives, qu'on développe le crédit au lieu de le paralyser. Le homestead n'a pas eu de succès en France, ni avant aux Etats-Unis (1).

Le fisc.

L'impôt foncier est perçu à raison de 28,55 % de la valeur locative de la terre (2), à concurrence de 164 piastres (3) par feddan.

Mais la valeur locative du sol change surtout selon les travaux d'irrigation. Ainsi la terre voisine des eaux qui fut très féconde il y a 20 ans est aujourd'hui moins fertile que celle loin des canaux ; c'est une terre jeune qui convient mieux à la culture cotonnière que la terre noire qui produit mieux le maïs.

Or, la valeur locative fut établie une fois pour toutes d'après un cadastre fait en vertu d'un décret khédivial en 1899. Alors, à mesure que les travaux d'irrigation avancent, le système fiscal devient de plus en plus injuste ; d'autant plus que l'impôt est proportionnel. Donc, le petit propriétaire est le plus écrasé par le fisc.

Il y a aussi une taxe sur les dattiers à raison de deux piastres et demie par arbre (4). L'impôt foncier

(1) Cours non publié d'Economie rurale en 1913, par M. Emmanuel LÉVY.

(2) Comte DE CRAISSATY, *L'Egypte d'aujourd'hui*, 1912, p. 69.

(3) ARMINJON, *Situation économique de l'Egypte*, 1910, p. 495.

(4) *Revue d'économie internationale*, mai 1911, p. 407.

et la taxe sur les dattiers constituent le tiers du total des recettes budgétaires de 1910 (1). En outre, une loi de 1909 impose les propriétaires terriens d'une surcharge, 5 % du montant de l'impôt foncier. Ce nouvel impôt alimente le budget des conseils provinciaux. Enfin, il y a l'impôt sur la propriété bâtie et huit autres impôts indirects, notamment les droits de douane, des ports et les taxes judiciaires et d'enregistrement. Mais la patente n'existe pas; les actions de société ne sont pas imposées. Le capital mobilier qui grandit est à l'abri. Notre système fiscal pèse uniquement sur le sol; l'industrie et le commerce ne sont pas imposés.

Ce système attira les capitaux européens dans la vallée du Nil; ils y sont plus rémunérés et échappent aux impôts de leur pays d'origine. Les capitaux ont afflué en or et surtout en marchandises, car l'intérêt financier européen est protégé. Ce fut la politique du gouvernement anglo-égyptien.

Mais le petit propriétaire s'est endetté, et l'impôt foncier alourdit sa charge. En outre, l'indigène achète à crédit; mais il est un mauvais payeur. Aussi, le crédit égyptien fut en baisse. Ainsi le système fiscal qui fut une cause d'attraction capitaliste fut par cela même une cause de perte de la confiance européenne. A présent, on essaye de ramener l'opinion à son état antérieur.

(1) J'ai obtenu ce chiffre par l'analyse des ressources budgétaires en 1910 (*Statistique officielle* 1911, pp. 300 à 315).

Cependant, le gouvernement se vante de la diminution de la quotité de l'impôt par tête d'habitant. En effet, la statistique montre que, de 27 francs en 1880, ce chiffre est descendu à 24 francs en 1910 (1). Mais que l'impôt devienne plus lourd si seulement les services de l'Etat s'étendent; à plus de vie, il faut plus d'argent.

Aujourd'hui, le gouvernement soumet au Conseil législatif un projet d'impôt successoral. Les propriétaires de 5 feddans ou moins en sont exemptés. Mais ce n'est pas suffisant; il faudrait supprimer l'impôt foncier et établir l'income-tax qui existe déjà en Angleterre et en Allemagne. L'impôt doit être progressif et personnel. Toutes les branches de l'activité doivent être imposées, même le fonctionnarisme; et cela sans distinction entre les capitaux nationaux ou étrangers. Toutefois, on exemptera ceux dont le revenu ne dépasse pas un certain chiffre. Par ces réformes, les recettes de l'Etat seront doublées.

(1) *Statistique officielle* 1911, p. 302.

II. LA CULTURE, SON AVENIR

Jusqu'au XIX^e siècle, le Nil inondait pendant trois mois toute la vallée, et y déposait des matières fertilisantes. Les apports du fleuve ont formé les alluvions du sol. Voici des chiffres (1) :

ELEMENTS	Matières en suspension dans les eaux pendant la crue.	Bon sol a Tanta dans le Delta.
Matières insolubles et sables..	57,54 %	60,28 %
Oxyde de fer et d'aluminium.	25,56	23,36
Matières organiques.....	8,82	7,79
Chaux.....	3,07	3,38
Magnésie.....	2,68	2,88

Voilà les principaux éléments dont sont composés le sol et les eaux du Nil, qui contiennent presque les mêmes matières. L'Egypte est donc faite par le Nil.

Cette terre est fertile ; mais les fellahs cultivent le coton, la fève et la canne à sucre. La répétition de ces cultures a épuisé le sol égyptien. On cultive un an sur deux le coton, et on fait produire à la terre trois récoltes la même année : fèves, coton et trèfle. Le coton est de tous les produits celui qui procure aux fellahs le plus gros bénéfice. Ce bénéfice les tente et les aveugle sur le dommage lent, mais sûr, qu'ils causent à la terre. Ce sont là des faits auxquels les propriétaires et les fermiers sont accoutumés.

(1) *The Egyptian agriculture*, t. I, ouv. publ. par le ministère d'Instruction publique du Caire en 1911, p. 15.

La canne à sucre et le coton tirent du sol des éléments nutritifs qui ne sont pas suffisamment remplacés par ceux qu'apporte le Nil. Le fellah nourrit sa terre de fumier de ferme, de la colombine des pigeonniers, des monticules d'engrais terreux constitués par les détritits d'anciens bâtiments et les déchets des abattoirs. Cependant l'importation des engrais chimiques passa de 2.132 tonnes en 1902 à 70.000 en 1912 (1).

L'agriculteur égyptien sait que le coton a besoin d'engrais; souvent la quantité disponible d'engrais détermine l'étendue de sa culture. Mais le fellah ne sait pas les quantités et les qualités d'engrais chimiques et il force les doses : ainsi un fermier acheta 100 kilogrammes de nitrate dans une fabrique voisine, au Caire. Il a d'après l'analyse : chlorure de sodium, 94,09 %; sable, 2,35 %; azote nitrique, 0,9 % (2). C'est donc du sel marin que le fellah emploie pour son blé, son maïs, son coton; les plantes meurent, et alors le fellah ne voudra plus entendre parler d'engrais.

Le nitrate ne convient pas à toutes nos cultures. Le coton, le trèfle, les fèves et la canne à sucre viennent bien en prenant du superphosphate à la dose de 200 kilogrammes le feddan (3). Avant de fixer son choix sur un engrais déterminé, le cultivateur doit

(1) Comte DE CRAISSATY, *L'Egypte d'aujourd'hui*, p. 123, et la *Bourse Egyptienne*, 17 avril 1913.

(2) Conférence du docteur Parodi, à l'Institut Egyptien, au Caire, 16 février 1912.

(3) D'après Habib El Bostany, ingénieur agronome égyptien.

prendre toujours en considération la nature et le degré de consistance de sa terre et de sa culture. Le fellah n'est pas à la hauteur de cette tâche.

Il est désirable d'établir des laboratoires botaniques en province et d'augmenter le nombre des fermes expérimentales. On saura alors le degré de fertilité de chaque région et l'engrais qui lui convient.

Voici un autre danger :

Les ravages des vers du coton.

Les ravages des vers du coton se sont produits pour la première fois en 1878. Une loi de 1905 et une autre de 1906 obligent les propriétaires, les maires et les cheikhs des villages à dénoncer l'apparition de l'insecte et leur accordent le droit de réquisitionner moyennant salaire des ouvriers de 10 à 18 ans pour détacher et brûler les feuilles où le ver aurait déposé ses œufs. Un corps d'inspecteurs fut chargé d'assurer l'exécution de ces mesures.

En 1908, le service d'inspection fut suspendu. Aussi, les fellahs laissèrent les parasites dévorer leurs champs. Le fléau prit une marche dévastatrice, et les récoltes de 1908 et de 1909 étaient en déficit. En 1910 le service d'inspection fut rétabli. Mais les Egyptiens restaient indifférents devant le fléau. Les autorités administratives faisaient des tournées en province, infusant l'énergie aux paysans. Parfois l'aide de la police fut requise pour imposer par la force le

nettoyage des champs infestés. On parla aux champs, à la mosquée et chez les particuliers de la nécessité d'une action énergique. 13.570 personnes furent punies pour n'avoir pas signalé l'apparition de l'insecte; plus de 900 maires et cheiks, pour avoir négligé leur devoir, et 659 ouvriers, pour s'y être soustraits(1).

Le ver du coton dévore les feuilles et les capsules naissantes en juin; il affaiblit et retarde la croissance de la plante. Alors le cotonnier mûrit tard, et est exposé en automne aux attaques du ver de la capsule, encore plus dangereux que le premier. Voilà pourquoi on active le travail en juin et juillet par une chaleur étourdissante, afin d'arrêter de bonne heure le fléau et pour que les capsules mûrissent à temps.

Un décret khédivial de 1911 ordonne l'enlèvement des tiges du cotonnier, du chanvre, et d'autres herbes qui forment l'hiver l'habitat et le terrain de culture des insectes. On a aussi interdit cette année l'arrosage du trèfle après le 10 mai pour que le ver du coton perde l'habitat qui lui permet d'attendre jusqu'en juin, époque où il attaque le cotonnier.

Mais le fellah croit que le ver du coton tombe des brouillards épais par les matins brumeux de juin et juillet. Sir Willcocks est allé de village en village avec une boîte contenant les chrysalides, les papillons, les œufs et les vers dans les différents états de leur existence, montrant aux villageois toute l'histoire de la vie de ces créatures; mais il n'a pas su les

(1) Comte DE CRAISSATY, *Egypte d'aujourd'hui*, p. 135.

convaincre (1). Cela ne m'étonne pas. Le fellah est habitué à n'entendre que des gens de son opinion; il ne croit pas facilement un étranger; il croit plutôt le maire, ou le prêcheur à la mosquée. Au village, celui-là est le penseur; celui-ci, le savant; et le chef du culte, le sorcier.

Puis cela atténue le mal, mais ne le prévient pas. On ne laisse pas reposer la terre de la culture cotonnière; introduisons d'autres cultures; par là, le fellah cultivera moins souvent du coton. Le ver perdrait son habitat. En outre, il faut habituer le fellah à arroser modérément sa terre, car l'humidité est favorable aux insectes.

On fera cela par la propagande, mais la propagande faite par l'administration n'est pas écoutée. Le gouvernement ferait mieux de persuader des fellahs de propager ses idées au village et au champ à l'ombre du sycomore, à midi, quand tout le monde est présent, à condition qu'on ne soupçonne pas qu'ils sont choisis par l'autorité. Il faudrait aussi obliger le fellah négligent à ramasser les insectes dans le champ de son voisin (2). Cette mesure stimulerait l'énergie; le fellah préférerait alors nettoyer son propre champ.

Enfin, il faudra que le gouvernement se charge d'office de ce travail et pénètre avec les ouvriers partout aux champs, afin de nettoyer, de brûler les

(1) Conférence sur la production du coton, par Sir Willecocks, à l'institut égyptien, au Caire, en décembre 1911.

(2) Cette mesure fut essayée dans le Delta en 1912; le résultat paraît satisfaisant.

insectes. Que le gouvernement ramasse donc les vers du coton sans s'inquiéter ni des propriétaires ni des fermiers, et impose les terres cultivées en coton d'une taxe supplémentaire qui sera perçue avec l'impôt foncier. Avec les Egyptiens il faut être énergique.

La monoculture.

La monoculture est un dernier danger.

Pour la saison 1911-1912 la culture du maïs représente 23 % de la superficie cultivée et le cotonnier représente 22 % (1). Mais le maïs n'occupe la terre que pendant 4 mois tandis que le cotonnier l'occupe pendant neuf. Cette culture est l'objet des soins attentifs du fellah. Celui-ci n'exporte que du coton. 92 % du total de la valeur des produits exportés en 1911 sont des produits cotonniers (2), mais l'importation des céréales, de la farine et du sucre a augmenté (3). Le fellah est donc monocultural.

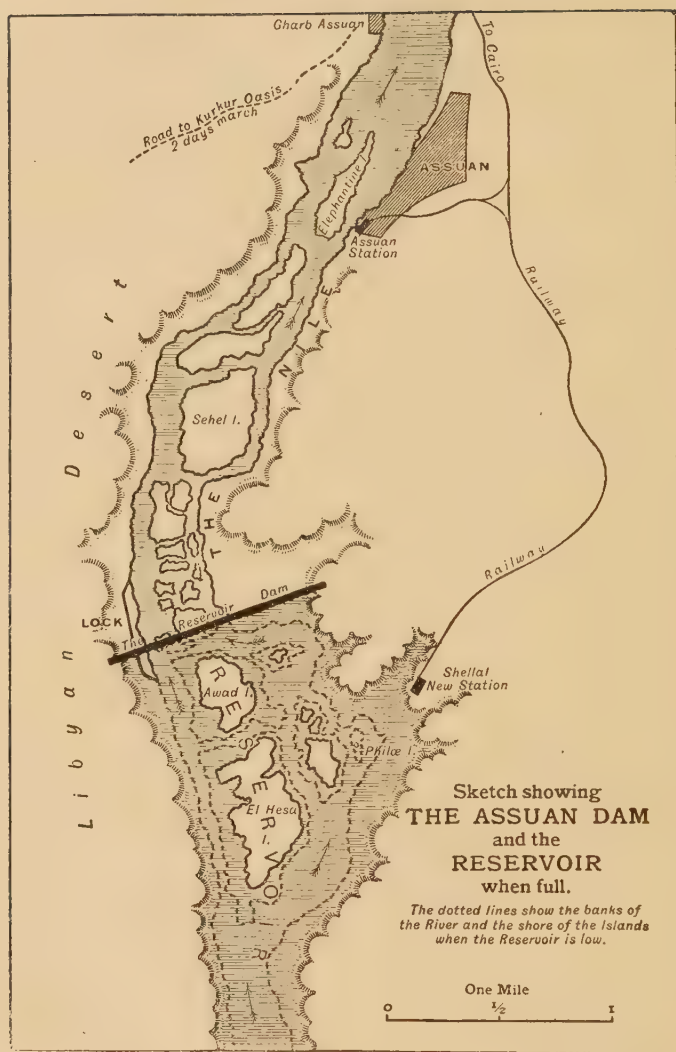
Comment est-il devenu ainsi? D'abord en 1888 la taxe sur le tabac national fut augmentée de 4 à 12 ½ piastres par oke (1,248 kilogs). En 1890 un décret limita la culture du tabac à 1.500 acres. Cette culture fut interdite quelques mois après sous peine d'amende et de prise de corps (4).

(1) J'ai tiré ces chiffres des statistiques dressées par Lord Kitchner dans son rapport 1911, pp. 30 et 35.

(2) Voir p. 68.

(3) Rapport cité, p. 20.

(4) ROTHSTEIN, *Egypt's Ruin*, 1910, pp. 267 et 268.



L'écluse d'Assouan et le réservoir quand il est plein; les lignes
dottées montrent les bords du fleuve quand le réservoir ne
l'est pas.

Reproduction de W.-H. NORDON
Geography of Egypt and the Soudan, 1905, p. 43

En outre le gouvernement anglo-égyptien a trouvé dans cette culture une source fiscale : le fellah vend son coton à l'étranger; il paye ses impôts puis il se produit en échange un afflux de marchandises étrangères qui payent encore des droits de douanes (8 % pour la plupart des articles). C'est pourquoi on a encouragé cette culture; on a construit en 1904 le réservoir d'Aswan (1) qui coûta 7 millions de livres sterling. Par là on a régularisé les eaux du Nil à son entrée dans le pays et on a converti la Haute Egypte du régime des bassins à celui de l'irrigation continue, qui permet la culture du coton qui se développe au détriment de la culture de la canne à sucre. Celle-ci diminue (2).

Enfin le coton Egyptien a un prix élevé. En effet la longueur de la fibre du coton américain est d'un pouce au plus; tandis que celle de l'égyptien est de un et quart à un et demi. Il est plus soyeux et plus beau, il est employé pour la fabrication des fleurs artificielles, des fils à coudre et à broder, pour la bonneterie, les satinettes, les étoffes veloutées et les peluches. Il prima de 69 % le coton américain en 1911 (3).

Pour toutes ces raisons le fellah est devenu monocultural. Doit-il diriger son activité ailleurs? Oui. La culture cotonnière devient routinière. Le rendement

(1) S. A. le Khédive a inauguré l'élévation de ce réservoir le 23 décembre 1912.

(2) ROTHSTEIN, *Egypt's Ruin*, 1910, pp. 301, 303 et 308.

(3) Comte DE CRAISSATY, *L'Egypte d'aujourd'hui*, 1912, pp. 38 et 39, et la *Revue Economie Internationale*, avril, pp. 15 à 30.

par feddan baissa de 5,38 kantars en 1895 à 4,20 en 1907 à 1911, et le coton *sea island* aux Etats-Unis pourrait remplacer le coton égyptien quoique le prix de celui-là soit fort élevé et ne représente que 0,50 de la production mondiale (1). Le coton soudanais a aussi un avenir brillant (2); voilà encore un concurrent nouveau. Enfin il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier.

Mais il faudrait l'appui du gouvernement, il faudrait des instructeurs. Qu'on introduise la culture de la vigne, du tabac, des arbres fruitiers, des fleurs; qu'on fonde un établissement frigorifique pour permettre l'exportation des fruits. Faisons des essais de culture du thé, du café et du caoutchouc et encourageons le plus possible la culture de la canne à sucre.

Le gouvernement égyptien devrait aussi encourager l'émigration au Soudan et faire des essais cultureux de dry-farming au Sahara. On ne peut pas compter sur l'initiative d'un peuple illettré; d'autre part le dry-farming exige de vastes terrains et l'emploi des machines. Enfin le gouvernement devrait creuser des puits artésiens dans le désert et utiliser pour la culture intensive la chaleur solaire. Nos cultures devraient être industrialisées.

(1) *Statistique officielle*, 1911, p. 269, et comte DE CRAISSATY, *L'Egypte d'aujourd'hui*, p. 111.

(2) Discours de M. Loyd Georges, au parlement anglais, avril 1913.

LE MARCHÉ

I. L'ÉGYPTIEN EST NÉGLIGENT, IMPRÉVOYANT, ENDETTÉ

Le fellah dépense sans compter. La circoncision d'un de ses enfants peut lui coûter ses économies de deux ou trois ans. Il reçoit une fois par an les chefs du culte, leur donne du blé, du beurre, de l'argent. Il invite à cette occasion les amis, les parents et les gens en vue de la localité. Ce sont des cérémonies pompeuses. Puis il est à court, il se prive, emprunte, oublie l'échéance.

Il arrive alors qu'il vend son blé à bas prix à l'époque de la moisson. En novembre, quand on sème, le prix du blé est élevé. Il achète sans penser qu'il aurait pu garder de sa propre récolte.

Dieu pourvoit pour demain, Dieu répartit ses bienfaits. Jusqu'en 1911 le fellah ne se souciait pas de détruire les vers qui ravageaient ses cotonniers ; car le ver a droit à la vie. En 1912 le gouvernement chargea les ministres du culte de parler à la mosquée de la destruction de cet insecte, et les fellahs ont obéi.

La ménagère ne pense à garnir ses lampes que quand il fait nuit. Le paysan ne graisse sa charrue qu'au moment de labourer. Il achète la semence un jour avant de la semer. Tout est remis à la dernière minute. Aussi rien n'est au point. Les Egyptiens ne connaissent pas encore l'emploi du temps. Tout se fait par à-coups.

Le fellah porte ses vêtements jusqu'à ce qu'ils soient en loques ; il habite sa maison jusqu'à ce qu'elle tombe en ruine ; malade, il ne s'adresse au guérisseur que lorsqu'il est à bout. Il néglige tout entretien de soi et de ce qui l'entoure et ne prévient pas le mal, mais le traite quand il est fait.

Voici qu'on entend des cris de femmes : c'est un villageois qui meurt. Les femmes se rassemblent autour du cadavre, trépignent en se frappant le visage. Si une d'elles ne s'agite pas, on la méprise, on ne lui parle pas. Le bétail du défunt participe au deuil ; on le teint en noir sur une partie de la tête, on néglige sa nourriture ; il crève sans qu'on s'en inquiète. Le fellah est imprévoyant.

La prévoyance est une qualité de civilisé ; mais 95 % du peuple est illettré (1). L'Egyptien ne considère que son intérêt immédiat et ne se soucie pas de l'avenir.

Aussi les Egyptiens sont victimes de leur insouciance et de la rapacité de l'usurier. Voici comment :

(1) Analyse des *Statistiques officielles*, 1911, p. 41.

Le petit détaillant.

D'abord l'Egyptien aime faire voir qu'il est riche; aussi il est toujours bien mis et il pose. Cela lui coûte cher. Cet esprit anime notamment les petits marchands d'étoffes, qui dépensent le produit de la vente de leurs marchandises sans s'inquiéter de payer le fournisseur. On finit par faire faillite.

En outre, voici un épicier assis sur un banc dans sa boutique. Les épices sont dans des petits pots de fer-blanc oxydé. Le riz et l'oignon sont dans des sacs. Les marchandises ne sont pas garanties de la poussière; aussi tout est malpropre, d'autant plus que la rue n'est pas pavée. Au village, l'épicier vend souvent du tabac, du sucre, des épices, du riz et du pétrole. Sa boutique est un bazar. On vend au comptant. Mais l'épicier n'est jamais riche. C'est l'homme modeste et frugal.

Son capital est d'environ 250 francs.

Le marchand de fruits s'assoie les jambes croisées devant sa marchandise, avec une crécelle à la main pour éloigner les mouches. Il crie sa marchandise. Il va dire ses prières cinq fois par jour à la mosquée : pendant ce temps la clientèle arrive, mais il n'y est pas. Au contraire, son voisin italien vend des épices et de l'eau-de-vie; tous les ans il agrandit. L'indigène n'en est pas jaloux, mais seulement voit d'un mauvais œil ce commerce interdit par la religion. On vit sans s'instruire de ce qui se passe autour de soi.

A Chebin El-Kom, dans la même rue, sont deux bouchers, un indigène et un Européen. Le premier vend le bœuf 2 piastres la livre, le mouton 3. Le second vend le mouton 4 et le bœuf 2 1/2. Il arrive que les deux bouchers ont partagé à l'abattoir le même bétail; mais l'Européen vend plus et plus cher que l'indigène, car celui-ci ne tient pas propre sa boutique et n'est pas aimable.

Enfin la marchande de légumes s'assoie toute la journée par terre, à l'angle de deux rues, devant sa marchandise. Elle vend des carottes, des radis, de l'oignon et des laitues. Elle est contente quand son chiffre atteint deux francs par jour. Parfois elle vend en échange de pain, de maïs. Elle prend ses repas sur place.

Voilà une revue des petits détaillants. Ils ne sont pas groupés; il n'y a pas de Société de Crédit commercial. Cependant en 1910 une Coopérative fut créée au Caire avec un capital d'environ 3.000 livres égyptiennes. Elle ne prête qu'à ses sociétaires, lesquels doivent s'inscrire au moins pour une action chacun. La Société avance à un taux de 7 % (1).

D'autres Sociétés furent créées en province. Les membres de ces Sociétés sont de grands commerçants.

Mais en fait de commerce l'Égyptien a concentré son activité dans le commerce en détail; on est plus près du public et on connaît mieux son goût. Mais les grands commerçants qui font l'importation et

(1) Discours d'Omar Bey Loutfy, Congrès égyptien à Héliopolis, mars 1911.

l'exportation sont des étrangers; ils ont les capitaux et le goût des affaires. Et le petit détaillant en province se trouve éloigné du lieu de provenance de sa marchandise par quatre ou cinq intermédiaires qui tiennent tous des boutiques dans les grandes villes et qui vendent en détail et en gros. Ceux-ci sont surtout des Syriens et des Arméniens égyptianisés. L'Égyptien pur fait le petit commerce. Mais il y a trop d'intermédiaires.

Les petits détaillants demeurent sans esprit d'initiative et de solidarité, ils sont soumis à l'usure. On raconte qu'à Assiout un usurier a prêté 4 livres égyptiennes à un boucher, 2 à un fruitier et 2 à un marchand de fèves. En échange, l'usurier prenait chaque jour et à chacun d'eux ce dont il avait besoin en fait de viande, de fruits et de fèves (1).

Le fellah débiteur.

Un fellah marie sa fille; il va en ville en compagnie d'une dizaine de personnes, parents, amis et courtier du village.

On entre dans la galerie où sont les boutiques. Là tout est pêle-mêle.

Les fellahs abordent le marchand d'étoffes qui fume sa pipe et boit son café, le marchand se lève pour saluer, tandis que les femmes fellahs chantent des airs gais et paysans.

(1) Anecdote citée par Mohamed Bey Ali, au Congrès égyptien à Héliopolis, mars 1911.

La mariée reste au village, sa mère fait pour elle les emplettes; on discute pendant une demi-heure le prix d'un article. Le marchand demande 10 piastres, le fellah paraît indécis, enfin le détaillant cède pour 5 piastres. On achète pour une centaine de francs, moitié à crédit. Le terme passe et le marchand n'est pas rentré dans ses fonds; il s'adresse rarement à la justice, car il veut conserver sa clientèle, mais il s'adresse au courtier lorsque le fellah revient faire un autre achat.

Les arriérés se suivent et s'accumulent et le fellah ne peut pas se libérer, mais le marchand avait décuplé le prix. En fait on est quitte, et le fellah reste cependant débiteur.

En juin et en juillet la campagne a besoin d'eau; à ce moment l'argent est rare et le fellah en a besoin pour acheter la faveur de l'ingénieur de l'irrigation; d'où des soucis continuels; il supplie son créancier, il pleure comme un enfant. Le créancier demande une garantie: on lui hypothèque la maison, ou on engage le bijou de la ménagère.

Enfin le fellah a de l'argent, il court chez l'ami de l'ingénieur, qui conclut l'affaire, et le fellah a de l'eau à sa disposition. Alors il arrose trop sa canne à sucre, son cotonnier; il faut qu'il en ait pour son argent, comme celui qui absorbe tout le médicament parce qu'il l'a payé.

Le terme arrive et il ne paye pas, mais sa femme veut mettre le bijou engagé; alors il s'adresse à un autre prêteur pour se libérer envers le premier; il est toujours débiteur et rarement créancier. Il a

moins de respect à l'égard de son créancier indigène que de son créancier européen ; celui-ci lui inspire confiance et terreur ; celui-là n'a aucun prestige. S'il aperçoit un de ses créanciers, il se détourne de son chemin pour ne pas le rencontrer.

A l'échéance, le fellah invente des prétextes de retard et promet de payer dans un délai, mais ensuite il n'y pense plus.

Le fellah ne tient donc pas sa promesse, tout s'arrangera comme Dieu le veut ; sa personnalité, son activité n'est de rien, sa personnalité c'est cet état d'esprit.

Un cultivateur veut prier son maire de faire des démarches auprès de l'administration, mais le maire est au café où il joue au tric-trac avec un créancier du fellah ; alors le paysan n'ose pas se montrer. Il est brave à la campagne contre les voleurs. Le voici timide et veule. La dette l'a anéanti.

II. LE CRÉDIT

Le 25 juin 1898 la Banque nationale se fonda avec le privilège d'émettre des billets de banque et dans le but de venir en aide aux cultivateurs. En 1902, une filiale est créée sous le nom de l' : « Agricultural bank of Egypt », pour faire des avances aux fellahs. Cette banque fait des prêts ne dépassant pas chacun la somme de 500 livres égyptiennes et recouvrables en 20 ans au plus, qui sont garantis par première hypothèque sur des terres d'une valeur au moins double du montant de la somme prêtée.

Elle fait aussi des avances ne dépassant pas chacune la somme de 20 livres égyptiennes et recouvrables en 15 mois au plus. Le taux ne dépasse pas 9 %.

Un décret khedivial de 1898 ordonna aux percepteurs de recouvrer en même temps, et de la même façon que l'impôt foncier, les sommes dues à la banque. L'emprunteur doit payer la banque avant de payer l'impôt (1).

La banque a donc le privilège de la saisie administrative, et le gouvernement garantit à la banque le remboursement des sommes avancées ainsi qu'un dividende de 3 %.

Le Crédit Foncier Egyptien n'accepte pour gage que les biens dont les titres de propriété sont trans-

(1) Raoul DE CHAMBRET, *Enquête sur le fellah*, 1909, pp. 61 et 62.

crits depuis au moins cinq ans, délai de la prescription au profit de celui qui a juste titre. Le minimum d'emprunt est 100 livres égyptiennes. Le Crédit Foncier avait 27.640.220 livres égyptiennes de créances hypothécaires au 31 octobre 1910(1).

Ces établissements font des conditions qui ne concordent pas avec les habitudes des petits. Aussi ce sont les grands propriétaires qui ont profité de ces banques en hypothéquant leurs terrains. Ils empruntaient non pour améliorer leurs domaines, mais pour faire des cérémonies, pour spéculer et prêter aux fellahs à un taux élevé.

Le rapport de la dette hypothécaire de l'Egypte à sa fortune immobilière est 9,41 %. Ce chiffre paraît satisfaisant quand on sait qu'il est 10,80 % en France, 39,30 en Prusse et 50 % en Angleterre (2).

Mais le fellah craint les opérations bancaires, celles-ci n'ont pas encore pénétré dans les mœurs. Le village est dépourvu de toute organisation de crédit. En outre, on possède la terre; elle est l'héritage; on aime en avoir. L'amour de la terre a maintenu sa valeur pendant la crise de 1907. La terre de Menoufieh se vendait, en 1907 et 1908, 13.000 francs l'hectare(3). Le petit propriétaire vend son terrain, mais à un prix élevé à l'usurier ou à un riche voisin; mais c'est avec peine qu'il s'en trouve détaché par suite d'une hypothèque. Cela fait mauvais effet au village.

(2) Statut du Crédit Foncier et comte DE CRAISSATY, *L'Egypte d'aujourd'hui*, p. 195.

(1) Comte DE CRAISSATY, *L'Egypte d'aujourd'hui*, 1912, p. 199.

(3) Enquête personnelle.

Voilà pourquoi on préfère traiter discrètement avec l'usurier qu'avec le banquier; les opérations de celui-ci sont publiques, indiscrettes.

Pour toutes ces raisons, le fellah s'adresse à l'usurier.

L'usurier.

Le cabaretier devient le banquier du village. On va chez lui; on y boit, et on sort la poche garnie; 30 % est un intérêt courant. Le paysan emprunte 5 francs; 15 jours après il emprunte 10 francs. Les prêts se suivent, s'accumulent sur sa signature ou sur son cachet. Le créancier se fait payer en octobre. Il a du prestige parce qu'il est capitaliste et européen. C'est l'époque de la récolte cotonnière. Il se présente lorsque le prix est bas et il terrorise son débiteur. Le créancier a un monopole d'autant plus net qu'il est là depuis longtemps et qu'il a fait plus d'avances dans un certain nombre de villages.

Son arrivée au village est un jour de fête. Les enfants seuls conduisent aux champs les bestiaux. L'homme attendu arrive. Il est salué avec respect. Le café est servi. On commence à peser le coton. On use encore de la « sibieh », la balance romaine. Le peseur est payé par l'acheteur; le poids peut être faussé au profit de celui-ci. En outre, le créancier fixe le prix; le fellah n'est pas au courant du marché. Pourtant, un jour auparavant, le prix était élevé; mais le fellah attendait une hausse plus forte; il n'est jamais décidé. Il ne sait pas ce qu'il veut faire. En

face d'un marché instable, flottant, il est embarrassé. Il croit toujours qu'on le trompe. Il reste dans de vains soucis jusqu'à l'arrivée de son créancier.

Des marchés de coton (halakats) ont été inaugurés en septembre 1912 par le gouvernement pour contrôler le poids et publier le prix du coton deux fois par jour; 92 halakats furent créés aux centres à la campagne (1); car il est coûteux d'en établir dans chaque village. Mais les fellahs ne se sont pas dérangés pour y apporter leurs produits. Les voies en province sont des chemins ruraux, et puis les fellahs sont habitués à ce qu'on vienne chez eux pour acheter leurs produits; les coutumes rurales ne changent pas en un seul jour.

En tout cas les usuriers ont été un peu gênés par ces mesures. Eux et les spéculateurs sont allés au village pour acheter le coton comme d'habitude; ils se sont unis pour refuser soit d'entrer dans les halakats, soit d'acheter le coton qui y avait passé. Ainsi les intérêts capitalistes se sont montrés une fois de plus intransigeants à l'encontre des réformes améliorant la condition de leurs victimes.

Malgré cela cette réforme eut du succès. En 1912 145.000 propriétaires ont vendu aux halakats plus d'un demi-million de kantars de coton (2); ce qui fait 7 % du total de la récolte cotonnière. Mais il faut que les propriétaires et les fermiers se groupent pour vendre aux halakats leurs récoltes et pour acheter les semences et les outils. Les uns entraînent les autres

(1) et (2) *Rapport de Lord Kitchner*, 1912, pp. 23 et 24.

et tout le monde profite des réformes de l'Etat. Des organisations collectives assureront le concours du gouvernement.

Cependant les fellahs s'assemblent bien pour vendre leurs récoltes ; mais le contrat collectif est ignoré. Voici comment ils opèrent : un villageois connu vend sa récolte, il traite individuellement avec l'usurier ou le spéculateur. D'autres villageois suivent l'exemple. Les vendeurs sont groupés, mais ils ne se groupent pas.

Cet usage influence les prix. Si le prix d'une certaine qualité de blé est de 80 piastres l'ardeb (1) à Tamalay un village dans le Delta, il est généralement de 100 piastres au Caire. A Alexandrie, si le kantar (2) de coton vaut 350 piastres, il se vend 330 piastres à 100 kilomètres de cette ville. En outre l'ardeb de blé qui se vend 90 piastres en juin est à 125 piastres en novembre (3). Il y a donc une différence sensible du prix quant à l'espace et quant au temps.

Mais le fellah vend son blé en juin et donc à bas prix. Parfois il vend sa récolte cotonnière sur pied. Il vend à l'usurier, au spéculateur d'autant meilleur marché qu'il est endetté ou qu'il a besoin d'argent. Il vend presque tout son blé, en conserve peu pour sa consommation. Il compte sur la récolte

(1) L'ardeb = 198 litres.

(2) Le kantar = 44 kilogrammes 928.

(3) Je donne ces chiffres d'après mon expérience personnelle et des conversations avec de petits commerçants indigènes.

cotonnière qu'il vend en automne. Alors il rachète les céréales qui lui sont nécessaires, mais à un prix élevé. L'imprévoyance et la dette paralysent sa liberté économique. Il est lésé quand il vend et quand il achète.

III. RÉFORMES FAITES ET A FAIRE

La loi de 1912.

Une loi du 12 juin 1912 a fixé le maximum de l'intérêt conventionnel à 9 %. Les prêteurs qui dépassent ce maximum sont condamnés à 10 livres égyptiennes d'amende. En cas de condamnation pour une deuxième infraction commise dans les 5 années de la première condamnation, la peine est celle d'un emprisonnement ne dépassant pas 2 ans et d'une amende n'excédant pas 100 livres égyptiennes ou de l'une de ces deux peines seulement.

Mais en fait cela ne se passe pas ainsi : un fellah a besoin d'argent, il va trouver l'usurier, lui signe un billet à ordre de 600 francs, mais ne touche que 500 francs : l'intérêt est de 20 %. Cette pratique se généralise ; le Phare d'Alexandrie estime en fin juin 1912 à plus de 6 millions de livres les sommes avancées par les petits capitalistes et prêteurs aux cultivateurs. Une grande partie de ces emprunteurs ne connaissent pas la loi dont ils devraient bénéficier.

L'usure est la plaie des Egyptiens.

Les Caisses d'épargne.

En 1900, des caisses d'épargne furent créées dans les villes. Environ 3.500 villages restèrent dépourvus. Puis, en 1905, les fonds déposés furent déclarés

insaisissables (1). Enfin, en 1912, le Gouvernement autorisa les percepteurs de village à encaisser les fonds des fellahs. Le minimum de dépôt est une piastre (environ 25 centimes). On propage à l'école et à la mosquée l'idée de l'épargne (2).

En avril 1912, les chefs de district convoquaient les maires, leur parlaient de ce projet. Beaucoup d'entre eux désirent être du côté du pouvoir en vue des honneurs et du prestige. Aussi, ils font venir les fellahs, leur causent, les menacent, afin de réaliser le projet gouvernemental.

Sous cette pression, les fellahs ont emprunté des fonds à 25 % pour les déposer dans les caisses d'épargne à 3 % par l'intermédiaire des percepteurs. D'autres leur ont avancé des fonds, croyant que l'épargne était une nouvelle contribution.

Le correspondant d'Al-Alam a fait une enquête au district de Zagazig.

« Pour se conformer aux ordres administratifs, nous sommes obligés d'emprunter à 30 % les fonds que nous épargnons à 3 % », lui disait un maire de ce district.

Le Gouvernement a démenti. Mais cela est vrai et notoire.

Au 31 décembre 1912, il y avait 127.927 déposants campagnards, sur 265.003 déposants, dont la plupart sont égyptiens (3).

(1) *Rapport de Lord Cromer*, 1905, p. 35.

(2) *Rapport de Lord Kitchner*, 1911, p. 19.

(3) *Rapport des postes égyptiennes*, 1912.

Mais on ne peut pas épargner si on recourt toujours à l'emprunt. Il faudrait organiser le crédit et créer des caisses scolaires pour habituer les enfants à faire des économies.

Les Syndicats.

Ce qui libérera les fellahs, ce sera leur groupement. Jusqu'à ce jour, il n'y a que 15 syndicats agricoles en Egypte, englobant 1.725 membres ; leur capital total est 8.821 livres égyptiennes (1).

D'après la Jurisprudence égyptienne les sociétés civiles ont la personnalité juridique. Le syndicat de Choubra El Namla (2) a été créé sous cette forme. Mais, comme la loi prévoit la dissolution de la société civile, par la mort, la faillite, ou la saisie de l'un des associés, on stipula dans son statut syndical la non-dissolution avant une durée déterminée. En outre, tous les associés ont renoncé au droit que leur accorde l'article 446 du Code civil, d'après lequel l'associé peut demander au tribunal de dissoudre la société civile si l'un d'eux n'a pas rempli ses engagements, ou en cas de conflit au sein de la société. Les associés sont solidairement responsables. Le syndicat ne peut pas prêter ni emprunter plus de 1.000 livres. Le capital social de 309 livres égyptiennes a été divisé en actions de 20 piastres chacune. On n'admet

(1) *Bourse égyptienne*, 24 juin 1912.

(2) *Rapport d'Omer Bey Loutfy au Congrès Egyptien à Héliopolis*, 1911.

comme membres que les habitants d'une zone déterminée : les syndiqués doivent se connaître avant qu'ils se solidarisent. La gérance est gratuite.

Le Conseil d'administration se compose de 13 membres, élus pour 3 ans. L'Assemblée générale se réunit annuellement.

Les bénéfices nets se répartissent ainsi :

30 % au fonds de réserve ;

30 % aux actionnaires ;

30 % aux membres, au prorata de leurs achats ;

5 % pour constituer une caisse de secours aux sociétaires pauvres ;

5 % pour aider des œuvres sociales agricoles.

Au cas de dissolution, le fonds de réserve ne sera pas partagé entre les membres ; il devra être cédé à des œuvres agricoles, ou déposé dans une banque jusqu'à ce qu'un nouveau syndicat soit créé à Choubra-El-Namla, lequel en bénéficiera de droit.

C'est à feu Omar Bey Loutfy (1) que revient l'honneur d'avoir inauguré ce mouvement syndical égyptien. Que les jeunes Egyptiens suivent son exemple.

Voilà les réformes faites, mais il y a encore beaucoup à faire, notamment :

Le commerce indigène occupe 161.210 habitants (2). Le gouvernement devrait s'occuper d'eux en établissant un département du commerce qui, avec le concours du service sanitaire, inspectera les boutiques, pour faire connaître et respecter aux petits

(1) Il fut sous-directeur de l'Ecole Khédiviale de Droit du Caire.

(2) *Statistique officielle*, 1911, p. 45.

détaillants les principes de l'hygiène, et en outre organisera le Crédit Commercial. Il faut aussi fonder des coopératives de consommation; créer en province des magasins types, et apprendre aux commerçants la comptabilité. L'Egyptien a l'esprit d'imitation. Montrons-lui donc l'exemple.

En outre, il faudrait créer un syndicat dans chaque village, des coopératives pour l'achat et la vente des produits et des semences, habituer le fellah à ne pas faire des cérémonies pompeuses; et cela en lui apprenant à compter; un comptable discret devrait être établi dans chaque village, chez lequel le fellah serait invité à tenir sa comptabilité. Développer chez lui l'esprit de l'épargne par le moyen de prix (1) à celui qui aura épargné le plus au village, venir en aide aux pauvres en leur avançant des fonds à 3 %; interdire, enfin, la vente d'alcool dans tout village ne dépassant pas 10.000 âmes; tout cela est le devoir de l'Etat.

(1) Par exemple un bœuf ou un chameau.

LE PROLÉTARIAT

I. LE PROLÉTARIAT AGRICOLE ET LES RÉFORMES NÉCESSAIRES

L'agriculture absorbe les trois quarts de l'activité sociale. Il y a un demi-million de propriétaires qui font valoir leurs propriétés, un million environ de fermiers, et près d'un million d'ouvriers agricoles (1).

Le fermier exploite mieux la terre que le petit propriétaire; celui-ci est livré à lui seul, celui-là est parfois secondé par le propriétaire, ils achètent un bétail à deux; le fermier surmène la terre, mais s'y attache; il y a des fermiers qui exploitent le même domaine pendant une vingtaine d'années. Le loyer par feddan est 12 livres égyptiennes. Beaucoup de propriétaires préfèrent cela au faire valoir.

Les fermiers sont des fellahs, plutôt des ouvriers. Après avoir payé le loyer, il leur reste le maïs dont

(1) *Statistique officielle*, pp. 22 et 45.

ils font du pain ; ils mangent des légumes qu'ils cultivent ; ils boivent du lait de leur bufflesse. Ils sont généralement endettés envers le bailleur et victimes de la rapacité de l'usurier.

Mais il y a d'autres ouvriers de la terre ; les uns sont attachés au domaine, les autres sont payés en nature, et d'autres sont à la journée.

L'ouvrier payé en nature.

Les ouvriers reçoivent traditionnellement le cinquième ou le sixième des produits en nature, suivant la productivité de la terre. Mais la part du coton se paye en argent sur le prix de vente. Alors le patron fait à son colon des avances en nature, il est à la fois patron et banquier et il fixe lui-même l'intérêt de ses avances : souvent le compte se solde en sa faveur. Mais cette façon de culture diminue.

Le propriétaire est le maître sur son domaine, il va jusqu'à ordonner au fellah de répudier sa femme alors que celui-ci n'a aucun grief ; de telles prérogatives ne lui sont pas reconnues par la loi ; mais cela se fait.

L'ouvrier attaché au domaine.

D'autres propriétaires font valoir leur domaine. Ils ont des fermes, « esbeh », et y construisent une quarantaine de maisonnettes qu'occupent gratuitement les journaliers. Chacun reçoit un demi-hectare

de terre ; la femme, les enfants y cultivent du blé, du maïs et du trèfle ; lui travaille dans le domaine du patron. Le bétail est acheté de moitié par le patron et le journalier ; celui-ci le garde et en tire le lait. Le patron lui fait des avances en argent et en nature, il vient à son aide à l'occasion du mariage d'un de ses fils, mais en revanche le commande rudement. L'ouvrier obéit, et se lève au passage de son patron.

Mais il ne s'intéresse pas à son travail ; son activité est limitée par l'étendue du domaine. Aussi il devient oisif, et voleur. On vole parce qu'on est pauvre, on trouve cela tout naturel.

En effet, de tous les fruits de la terre il ne reste à ces ouvriers que le maïs, dont ils font un pain sans levain, qu'ils mangent avec du vieux fromage salé et des oignons crus ; c'est leur nourriture de toute l'année. De temps en temps ils y ajoutent du lait aigre, des dattes, ou des pastèques. C'est fête quand on mange de la viande. Un jour un bœuf se casse un membre ; le hameau s'anime, on égorge l'animal, tout le monde en achète.

Les journaliers : 1) Cueillette du coton.

Il y a trois cueillettes de coton par an. La première est la plus abondante. Dix ouvriers par feddan suffisent. La période de la cueillette commence fin septembre, va jusqu'en novembre.

Dès 5 heures du matin, des jeunes filles, des garçons se dirigent vers les champs. Leur chef a un

gourdin. Arrivés au champ, chacun va à une ligne de cotonniers et rapidement enlève le coton des capsules et le met dans sa ceinture. Leur chef les bat s'ils ralentissent. A midi la chaleur les a déjà étourdis. Ils se mettent à l'ombre. Ils prennent du pain de maïs, du fromage et des herbes. Ils ont porté sur leur dos ce maigre repas. Ils boivent dans la paume de la main à la rigole voisine.

Après un quart d'heure de repos sous un sycomore la joie les reprend. L'air de l'automne les vivifie. Ils parlent du travail qu'ils ont fait et de ce qui reste à faire. Chacun fait voir que sa ligne de cotonniers est la plus avancée. C'est pour se vanter, non par intérêt; car le travail est à la journée.

Le travail est repris depuis une heure jusqu'à 6 heures. Leur chef leur paye 35 centimes chacun. Ils rentrent au village en chantant en chœur. Ils se croient, ils sont heureux.

On a inventé aux Etats-Unis une machine à récolter le coton. Elle en récolte 6.000 livres pendant 10 heures de travail. Des essais furent faits au Texas et le cotonnier n'a pas souffert de ce système; mais la machine enlève des feuilles vertes avec le coton; aussi on travaille à perfectionner cette invention (1).

(1) *Revue économique internationale*, avril 1911, p. 94.

2) L'égrenage du coton.

En octobre commence la saison d'égrenage qui va jusqu'en janvier. A l'usine des enfants trient d'après la couleur et la qualité le coton qu'apportent à dos des adultes. D'autres jeunes ouvriers alimentent les métiers du coton trié qui est recueilli et jeté dans un wagonnet Decauville. Un fellah suit le wagonnet et avec un vaporisateur arrose le coton qui s'est échauffé en passant sur le cylindre. Ensuite on presse le coton et les camionneurs le transportent pour l'expédition.

La poussière qui s'élève, par suite du battement continu des machines, est si épaisse que les ouvriers contractent facilement une maladie de poitrine. La poussière couvre le visage et les cheveux, elle pénètre à la gorge; les voix sont prises et les êtres sont enlaidis.

Le travail dure de 6 heures du matin à 9 heures du soir sans repos. La journée est d'un franc pour adultes et de 0,50 pour les enfants. Tout en travaillant, les ouvriers mangent du pain de maïs et des fèves cuites ou de la salade.

Jusqu'en 1905 on employait des enfants de 6 ans. Ce gaspillage de vies humaines fut l'objet d'un discours au Parlement anglais; alors une loi de 1905 fixa à 9 ans l'âge du travail pour les enfants et la journée à 6 heures; mais le travail n'est ni organisé ni inspecté; aussi la loi n'est pas appliquée.

3) La corvée.

En 1815 Mehemet Ali recrutait un demi-million d'hommes par an pour creuser, entretenir les canaux et construire les barrages. On réquisitionnait gratuitement les travailleurs. Ce fut la corvée. Les successeurs de ce prince ont terminé les œuvres entreprises par le moyen de ce travail servile.

Un ancien corvéable — à Chebin El Kom — âgé de 65 ans, me disait en octobre 1911 : « Nous étions placés à un mètre les uns des autres. L'eau et la boue montaient jusqu'aux genoux de ceux qui travaillaient au fond du canal. Ils ramassaient en gros morceaux la terre humide qu'ils passaient à leurs camarades d'en haut. La terre s'effritait ainsi au point que souvent un des derniers ouvriers d'en haut la rejetait dans le canal. Il n'y avait pas de tentes pour nous ; on nous distribuait seulement du pain et du sucre. »

Voici comment on recrutait les corvéables. Un ordre du préfet est parvenu au cheikh El Beled (sorte de conseiller municipal) de réunir un certain nombre de travailleurs. Il en écarte les parents et amis. Les riches et les personnes qui lui font peur sont exemptés. Les timides se laissent recruter. En droit on devait imposer la corvée à tout indigène mâle de 15 à 50 ans. On renouvelait les travailleurs tous les deux mois. La bastonnade était la peine normale des retardataires et des paresseux.

Ismaïl Pacha, à son avènement au trône en 1863, décréta la suppression de la corvée. En fait, le gouvernement khédivial continua d'en user pour terminer les travaux entrepris. C'est en 1898 que ce régime a cessé. Le gouvernement anglo-égyptien, en présence d'une haute crue, a recruté de force 19.405 ouvriers en 1898 (1). Ils furent payés. Un décret khédivial avait stipulé en 1892 le paiement en argent, et avait réservé le droit du gouvernement de requérir les habitants en cas d'urgence pour consolider les digues, les ponts et curer les canaux contre l'inondation.

En 1908 la crue fut élevée. L'engagement des fellahs n'eut pas un caractère obligatoire. La crue vint en automne, époque où la campagne de l'Égypte n'a pas besoin de beaucoup de main-d'œuvre. Aussi les ouvriers demandaient leur réquisition de leur propre initiative.

Ainsi la corvée a disparu. Ce n'est pas parce que les intérêts particuliers des travailleurs n'étaient pas considérés que cet organisme fonctionna mal. L'intérêt personnel entre en jeu surtout dans un milieu éclairé. Naturellement les hommes agissent pour agir; c'est une certaine instruction qui développe l'individualisme.

Les travailleurs corvéables ont creusé les canaux, fait les routes, construit les ponts. Leurs intérêts personnels n'étaient pas en jeu. Cependant ils ont

(1) EARL OF CROMER, *Modern Egypt*, pp. 778 à 789.

doté l'Égypte d'un système modèle d'irrigation. Seulement le caractère servile du travail, l'inégalité dans le recrutement des ouvriers, la corruption dans l'administration ont contribué à la perte du régime.

4) Nettoyage du cotonnier.

Enfin, les vers du coton ravagent la campagne (1). Le gouvernement réquisitionne des travailleurs. Ils sont payés 35 centimes par jour par le propriétaire. Souvent ils sont recrutés dans la Haute Égypte par l'administration. Les enfants ne vont pas à l'école du 15 juin au 15 août, et sont recrutés aussi pour nettoyer les champs.

Les Égyptiens détestent cette pratique comme une nouvelle corvée. Ramasser des insectes n'est pas un travail attrayant; aussi, les ouvriers passent leur journée à l'ombre d'un sycomore, au bord d'un canal. Quand on voit de loin l'inspecteur arriver à cheval, tout le monde se précipite aux champs.

L'inspecteur passe, s'éloigne, et les travailleurs redeviennent inactifs.

Cette pratique plaît au fellah. Il arrive qu'il paye le chef des ouvriers pour qu'on ne nettoie pas ses cultures. Le fellah n'aime pas qu'on entre dans son champ; il croit qu'en y entrant, on en aurait envie. Du reste, il raconte toujours que sa culture est mauvaise, même quand elle est bonne.

(1) Voir pp. 20 à 23.

Cependant, en 1912, le fellah a nettoyé ses cotonniers. Le gouvernement a agi avec vigueur pour combattre le fléau. La récolte fut satisfaisante. Le fellah comprendra à la longue son intérêt.



La charrue égyptienne tirée par deux chameaux ; traditionnellement c'est par deux bœufs, mais un demi-million de bœufs ont crevé de la peste bovine ces dix dernières années.

M. GAILLARD, directeur du Muséum au Palais des Arts, à Lyon, a eu l'amabilité de me prêter cette photographie.

Le coût de la main-d'œuvre.

Le fellah ne sort pas de son village ; il va seulement au marché chaque semaine. Si, par hasard, il va au Caire ou à Alexandrie, c'est généralement pour un procès ; alors il visite les mosquées, les lieux saints et rentre au village enchanté. L'absence de routes a enraciné au sol le fellah ; la distance n'étant pas

vaincue, l'homme fixa son activité sur le sol et conserva les instruments de travail de ses ancêtres. Le fellah laboure encore son champ avec la charrue à soc triangulaire et plat. Piot Bey a écrit : « Les instruments aratoires qui figurent sur les hypogées des premières dynasties humaines sont à peu de chose près les mêmes que ceux employés par les fellahs de nos jours. » Le peuple ignore l'emploi de la carde universellement employée en Europe par les maitrassiers pour peigner le coton ou la laine. L'ouvrier cardeur indigène utilise encore un simple arc dont la corde est un fil d'acier. Dans les ateliers indigènes, on emploie pour tisser le coton le métier à la main.

On change difficilement son genre de vie. L'isolement que créent le travail de la terre et le milieu fortifie cette mentalité.

Des paysans qui tondent un mouton ; un homme le tient ; tandis qu'un autre, d'une paire de ciseaux à lames longues et rouillées, arrache la laine de la bête qui souffre et crie ; pourtant on aime et on caresse les animaux. De même, l'aiguiseur emploie une petite meule verticale excentrée sur un arbre de couche qui la supporte. Le point le plus haut de la meule est à la hauteur du genou de l'homme. Celui-ci actionne l'outil avec son pied nu au moyen d'une manivelle coudée à la meule. L'aiguiseur travaille courbé en deux, la tête presque à la hauteur des reins (1).

(1) Cet exemple est cité par M. LEFEUVRE-MEAULE dans son *Rapport sur l'Egypte en 1911*, p. 7.

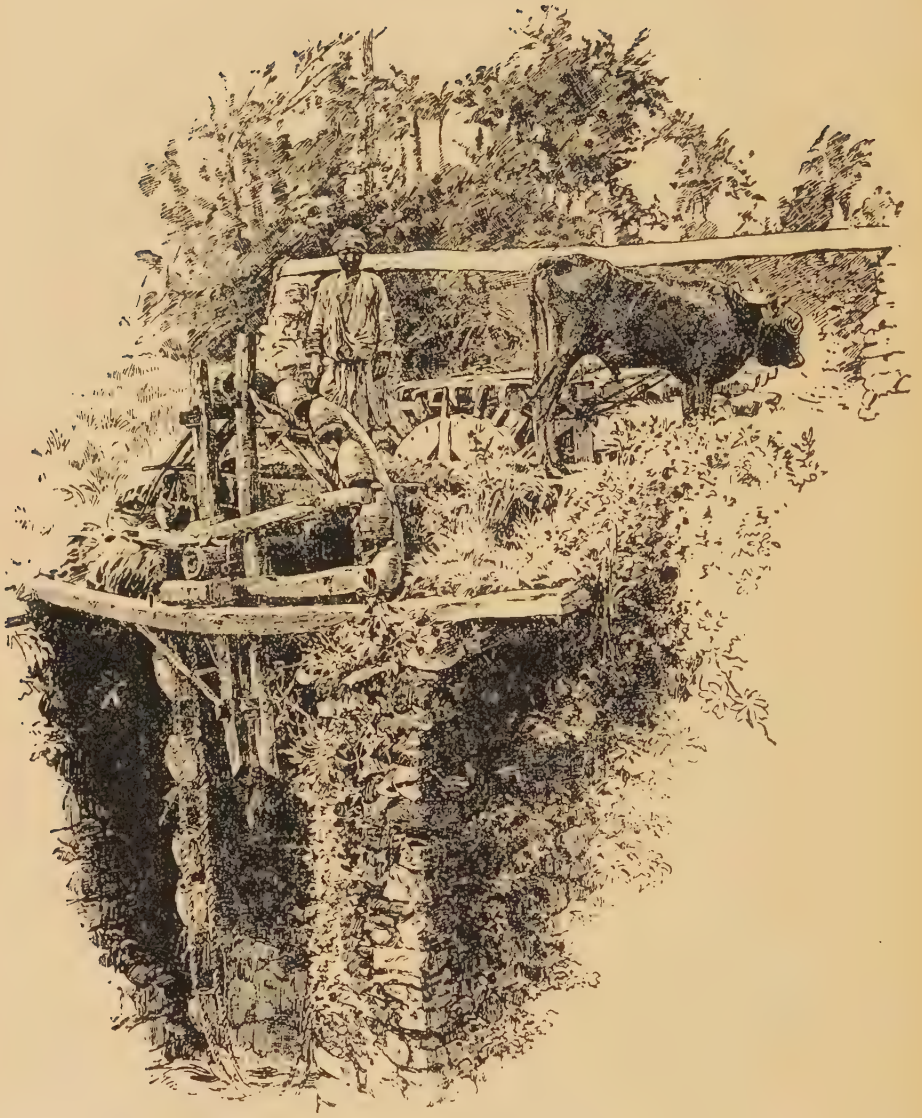
Tout en est là en Egypte, on ne cherche pas le nouveau.

Enfin, la culture fait usage du « nourag », machine traînée par deux bœufs pour hacher la paille. Ce travail nécessite deux ouvriers ; l'un conduit et l'autre arrange en cercle sous la machine les tiges de blé.

La « sakieh » est une machine d'irrigation qu'actionne un bœuf ; elle peut arroser pendant 24 heures un feddan de coton à 500 mètres de la prise d'eau. Ce travail nécessite quatre hommes. Le premier surveille la rigole qui conduit les eaux aux champs, et fait le messenger entre l'ouvrier qui arrose et les deux autres qui dirigent la machine et soignent les bestiaux.

Dans les usines d'égrenage, un ouvrier foule au pied les balles de coton égrené ; un autre alimente les métiers de coton brut. Ces divers travaux ne demandent pas de compétence, ne sont pas techniques. Les grands propriétaires ne se soucient pas d'améliorer leurs méthodes, on ne connaît pas le machinisme. Le travail est primitif ; les salaires sont bas.

Il n'y a pas de vraie organisation ouvrière. Il est vrai qu'au XIX^e siècle, les divers métiers ont été organisés sous l'autorité et la juridiction des corporations « Asnaf ». Même les baladins, les chanteurs publics, les danseurs, les prostituées, furent réunis et obéirent à un cheik qui les représentait auprès du gouvernement, administrait et défendait leurs intérêts. En 1877, il y avait 40 métiers ainsi organisés.



LE SAKIEH; reproduction de W.-H. MARDON
The Geography of Egypt and the Soudan, 1905, p. 46.

Un Conseil d'administration répartissait et percevait l'impôt dont la municipalité fixait le chiffre global. Il connaissait des contestations professionnelles, fixait le taux du salaire, réglementait le travail et était responsable des troubles vis-à-vis du Gouvernement.

Un apprenti allait devenir artisan ; il se rendait accompagné de son maître auprès du chef. Tous les assistants récitaient ensemble le *Fatiha*, premier chapitre du Coran. Le maître témoignait que l'apprenti avait suffisamment d'expérience pour devenir artisan. Après quelques formaliés, le cheik ceignait d'une ceinture le nouvel initié et proclamait son adhésion à la corporation. Tout se terminait par un festin aux frais de l'élu (1).

Mais, en 1883, on a institué les tribunaux indigènes qui ont dépouillé les corporations de leur pouvoir judiciaire ; et en 1890 un décret déclara libre sous certaines réserves l'exercice de toute profession (2). Ainsi, ces organisations n'existent plus.

Aujourd'hui, en ville, les ouvriers de divers métiers font partie d'associations religieuses. Ces corporations n'ont pas de statuts ; le siège est la mosquée. On en fait partie en vertu d'un serment prêté au chef devant deux témoins. On se réunit une ou deux fois par semaine chez un notable ou à la mosquée, pour réciter des prières. Peu de fellahs fré-

(1) ARMINJON, *La situation économique et financière de l'Egypte*, 1910, pp. 175 à 177, d'après M. Moustafa Nasir.

(2) ARMINJON, *ouv. cit.*, p. 178.

quentent ces réunions. Ces sociétés ne luttent pas pour améliorer la condition de leurs adhérents. Par caprice, il arrive que les tisserands ne vont pas à l'atelier, non pour revendiquer une journée moins longue, mais par amour-propre ; et cela se produit rarement. La question du salaire n'est pas posée ; le patron traite individuellement avec chaque ouvrier ; le contrat collectif du travail est ignoré ; le prolétariat est soumis. On travaille ; il faut vivre ; alors on vit tant bien que mal.

Souvent un ouvrier travaille chez le même patron dix ans et plus. Un sentiment fraternel existe alors entre le travailleur et son maître. L'ouvrier agricole est au mois, nourri et logé, dort l'hiver à l'écurie, l'été en plein air. En juin et en juillet, il passe des nuits entières debout pour arroser le cotonnier ; et il attaque carrément les voleurs pour garder les bestiaux. Il risquera sa vie pour sauver le bien du patron ; il fait cela naturellement et parce que cela se fait ; son intérêt personnel n'est pas en jeu. Il ne discute pas son salaire ; mais la vie est devenue plus chère du double depuis quinze ans : aussi l'ouvrier qui touchait alors 75 centimes par jour, touche 1 franc à présent ; l'ouvrier qui gagnait 8 francs par mois touche 12 francs ; celui-ci habite chez le patron. Le salaire donc augmente, mais reste bas.

Enfin les petits propriétaires et les fermiers emploient rarement des ouvriers ; ils travaillent chez les autres et ceux-ci viennent travailler chez eux ; travail pour travail. C'est du troc.

Ainsi parce que le travail est primitif, parce que l'ouvrier s'attache au patron et qu'on traite individuellement, parce qu'enfin les cultivateurs s'entraident, le salaire est bas.

Mais notre régime s'individualise ; l'Egyptien devient de plus en plus égoïste. Le fellah tue l'usurier par vengeance ou pour se libérer. On se bat à qui irriguera son terrain le premier. L'individualisme contribue ainsi à l'augmentation de la criminalité.

Chacun pour soi. Le fellah met des pierres dans les sacs de coton et le mouille pour qu'il pèse davantage. Le grand commerçant vit du petit détaillant. Tout le monde court à l'argent. On vit de rapines. Individualisme c'est malhonnêteté. C'est la lutte.

Voici encore des faits : J'ai vu des ouvriers noyés dans le puits du Sakieh, quand ils descendaient chercher des outils qui y étaient tombés, d'autres mordus par des chameaux, ou attaqués par des bœufs, d'autres écrasés entre les pierres du moulin ; et le patron ne paye pas d'indemnité.

D'autre part l'augmentation de la population se ralentit. De 1882 à 1897 l'augmentation par an était de 23,89 ‰ et de 1897 à 1907 l'augmentation n'est que 14,9 ‰ (1). L'Egyptien tend à ne plus avoir beaucoup d'enfants ; ce n'est pas parce qu'il mène une vie égoïste, béate ; car l'Egyptien est encore habitué à la vie rude. J'estime que 90 % de la population couchent la nuit par terre sur des nattes et 75 % ne mangent de la viande qu'une fois par semaine. La

(1) *Statistique officielle* 1911, p. 39.

cause du ralentissement de l'augmentation de la population est la pauvreté réelle de la masse alors qu'on paraît riche et qu'on aime à le faire croire. C'est aussi le gaspillage de vies humaines qu'occasionne la concentration capitaliste.

Quel est le remède ?

D'abord on devrait développer chez l'Egyptien le sentiment collectif, l'esprit de l'entente et l'honnêteté dans le travail et l'habituer à mépriser dès l'enfance l'instinct de s'approprier.

Le prêcheur à la mosquée, les hommes d'Egypte devraient exalter ces sentiments sous formes de versets, de chants, de proverbes, d'anecdotes, d'enseignements.

Le gouvernement devrait mettre en pratique des lois sociales sur les accidents du travail, sur le repos hebdomadaire. Le fellah ne connaît pas le repos. L'ouvrier agricole travaille tous les jours et ne se repose que deux jours par an : aux deux fêtes musulmanes, à deux mois d'intervalle.

Mais cela ne suffira pas. Il faudrait créer un département du travail, qui s'occupera de l'inspection du travail, qui fera de la propagande en faveur de la culture collective. La charrue à vapeur remplacera alors les charrues de l'époque greco-romaine ; la batteuse remplacera les nourags, l'usine génératrice des eaux, le sakieh. Ces machines modernes seront dirigées par des syndicats collectifs dont feront partie d'office tous les propriétaires et les fermiers.

Mais il y a aussi trop de misérables ; on expropriera les propriétaires au delà de 50 feddans. On concédera

ces terrains expropriés d'abord aux ouvriers qui sont pères de familles, aux autres ensuite. Ce système diminuera les inconvénients de la propriété privée.

L'Etat doit s'occuper aussi du logement au village, bâtir des maisons modèles, établir des hôpitaux villageois, stériliser les eaux destinées à l'alimentation.

L'Etat ne peut tout faire. Mais des conseils provinciaux sont chargés de l'instruction primaire ; il faudrait créer des communes avec une certaine autonomie. Bref on doit suivre une politique décentralisatrice, plus près de l'homme, pour qu'il soit heureux au champ, à l'usine et au foyer.

II. LE PROLÉTARIAT INDUSTRIEL ET L'AVENIR DE L'INDUSTRIE

En hiver, le travail de la terre nécessite peu de bras; aussi les ouvriers s'en vont pour travailler dans les manufactures du Caire et d'Alexandrie. Ils gagnent 1 franc à 1 fr. 50 pour une journée de dix à douze heures, et mènent une vie de bohème. Le soir, ils veillent tard au cabaret, fument et boivent de la bière, deviennent alcooliques et ne vont jamais à la mosquée. Ils retournent au village après avoir fait quelques économies. Ils sont surtout de la Haute Egypte; car dans le Delta la terre occupe tout à fait l'homme.

Mais dans ces grandes villes le prolétariat étranger dispute le marché à l'indigène. En mars 1912, il y eut une réunion d'ouvriers alexandrins où on délibéra sur les mesures à prendre par le gouvernement pour arrêter le flot de l'immigration étrangère (1). Comme les maisons capitalistes sont européennes, elles font travailler de préférence leurs nationaux.

En outre, l'indigène se soucie peu de l'entretien des rouages mécaniques, car il a l'habitude de manier des instruments agricoles qui, sans entretien, fonctionnent tout de même. Inexpérimenté, il abîme les machines. Au contraire, l'ouvrier européen est mieux habitué au travail de l'usine.

(1) *Wadi El Nil*, 27 mars 1912.

Le gouvernement doit laisser entrer les travailleurs étrangers, ils enrichissent le pays. Leur contact avec l'élément indigène finit par établir une solidarité ouvrière nécessaire ; car la lutte sociale existe déjà aux bords du Nil.

Voici la monographie d'une grève :

En 1911, les cigariers alexandrins de la maison Laurens avaient demandé une amélioration dans la coupe du tabac, pour que la confection des cigarettes leur fût rendue plus facile. Le surveillant en chef invita les mécontents à s'en aller. Cela exaspéra. Un cahier de revendications fut présenté à la direction. La direction conseilla aux ouvriers un chômage de vingt-quatre heures pour préciser leurs plaintes. Les ouvriers demandèrent :

1^o Amélioration de la coupe et du mélange du tabac pour la confection des cigarettes. Les ouvriers déclinent toute responsabilité au cas où ils n'obtiendraient pas cette amélioration.

2^o Toute plainte adressée par un ouvrier au chef des surveillants sera communiquée à la corporation. Le président de cette dernière d'accord avec la direction de la maison décidera de la suite à donner à cette plainte.

3^o La maison ne pourra engager d'autres ouvriers qu'au cas où les heures de travail seraient supérieures à dix.

4^o Au cas où le chiffre d'affaires baissera jusqu'à 1.500 cigarettes par ouvrier et par jour, et si cette situation se prolonge un mois au moins,

la direction aura le droit de licencier des ouvriers en commençant par les nouveaux.

5° Au cas d'augmentation de la production, la société devra engager de préférence des ouvriers licenciés.

6° Sauf pour ce qui concerne les perturbateurs, la direction ne pourra licencier des ouvriers sans en avoir informé au préalable la direction de la Corporation.

Les promoteurs du présent mouvement ne pourront être licenciés que pour les mêmes raisons que les autres ouvriers.

La direction ne voulait pas connaître la corporation, mais choisir elle-même 4 arbitres pour trancher le conflit : sur 300 grévistes, on n'était disposé à en reprendre que 261 ; sur les 39 autres, que l'administration tenait pour des meneurs, elle entendait en licencier 8 définitivement, 23 pouvant être repris éventuellement (1).

Alors la grève éclata en avril 1912 ; mais certains continuaient le travail ; ils étaient en majorité indigènes : les ouvriers égyptiens ont encore un esprit d'humble obéissance. Mais 16 grévistes reprirent le travail trois jours après la déclaration de grève : à un signal donné, ils se jetèrent sur les jaunes. La fabrique fut occupée militairement.

Ainsi il y a manque d'entente entre occidentaux et indigènes et retard de ceux-ci dans l'éducation syndicale.

(1) *La Bourse Egyptienne*, 18 avril 1912.

Le prolétariat industriel en province est tout à fait soumis au capital. Voici à cet égard une revue des principales industries indigènes :

Le tissage.

En 1899 des filatures furent fondées au Caire et à Alexandrie. Le gouvernement anglo-égyptien imposa ces fabriques d'un droit d'accise de 8 % de la valeur de leurs produits cotonniers. Ce droit fut contesté. Car toute nouvelle imposition doit être approuvée par l'assemblée générale. La jurisprudence de la Cour d'appel d'Alexandrie refusa l'assimilation du droit d'accise aux impôts proprement dits par un arrêt du 20 février 1902 (1). Cependant l'*Anglo-Egyptien Cotton Weaving Company* en fut exemptée depuis 1910.

L'industrie du tissage occupe en tout 83.238 ouvriers (2), dont une petite partie travaille dans les fabriques et l'autre dans les ateliers indigènes. Cette industrie n'est pas localisée, mais se trouve un peu partout dans le pays ; cela veut dire qu'elle est ancienne. Au village les ateliers ne sont pas groupés, mais disséminés dans les cases des tisserands. Le métier est à pédales et ne se prête pas à l'emploi du coton égyptien, qui convient mieux aux articles fins ; aussi on utilise du coton importé des Indes et de l'Amérique. Dans le Delta on fabrique des draps de

(1) Charles Roux, *Production du coton en Egypte*, 1907, pp. 296-297

(2) *Statistique officielle*, 1911, p. 45.

lit, des serviettes et des mouchoirs; et dans la Haute Egypte on fait surtout des tricots pour les femmes. Ces produits sont consommés sur place.

Le tisserand est un ouvrier propre et gai; il aime tisser. Il se croit artiste, mène une vie régulière et envisage l'avenir avec confiance. De tous les ouvriers du Nil, il est le moins imprévoyant. Il gagne de 1 fr.50 à 2 francs pour une journée de 10 à 12 heures; mais parfois le travail est à la pièce. Le vendredi est son jour de repos. Ses relations avec le patron sont amicales. La lutte sociale n'existe que là où le capital et le travail sont concentrés.

La teinture.

Partout en Égypte il y a des ateliers de teinture. On y teint en bleu clair les robes en coton du fellah, et en noir les manteaux en soie des femmes. Mais l'Egyptien aime la couleur vive. Alors on teint en rouge, vert et jaune doré les fils de soie pour la fabrication des écharpes et des cache-nez. Cette industrie occupe en tout 30.111 ouvriers (1).

L'atelier est sombre. Le teinturier ne connaît pas la teinture chimique, mais emploie surtout de l'indigo. Il passe la journée à remuer les étoffes dans de vastes jattes de terre cuite placées dans le sol. Il se sert d'un long bâton ou de ses mains. Il travaille courbé ou assis sur ses pieds. Il mange à l'atelier, et

(1) *Statistique officielle*, 1911, p. 45.

y dort le jour, surtout en été. Cette vie l'attriste ; mais, pour s'égayer, pour s'entraîner, il chante.

Le teinturier gagne 1 franc pour une journée plus ou moins occupée suivant les exigences du travail. Il n'emploie pas son temps de loisir ; ainsi il devient oisif et paresseux et ne veut plus changer de maître. Cela est une force pour le patronat.

Les mines.

Il y a en Egypte des mines d'or, de pétrole et de phosphate. Le désert de l'Est compte 14 gisements aurifères. Il y a 80 mines anciennes, dont quelques-unes ont été remises en exploitation. Le bilan de l'une d'elles accuse 10 % aux actions privilégiées en 1911. Enfin cinq puits de pétrole sont déjà captés à Jemsa et le phosphate se trouve aux bords du Nil et le long des côtes de la Mer Rouge (1).

Ces mines se trouvent loin du territoire habité et occupent 4.112 ouvriers (2). Les Compagnies leur bâtissent des huttes, où ils couchent par terre ; ils gagnent 1 fr.50 par jour. Le service des mines accorde des faveurs aux Compagnies concessionnaires ; mais le prolétariat est dépourvu de toute mesure protectrice.

Voilà une revue des principales industries. Mais les besoins se sont accrus. Ainsi en 1900 l'Egypte

(1) Conférence de M. Ismalum à la Société Khédiviale d'économie politique, au Caire, 29 décembre 1911.

(2) *Statistique de 1911*, p. 45.

avait 10 millions d'habitants et importait pour 14 millions de livres égyptiennes (1). Mais en 1911 elle comptait 12 millions d'âmes et importait pour 27.227.000 livres égyptiennes (2).

Cela revient à dire qu'en 1900 chaque Egyptien demandait à l'étranger 35 francs de produits et qu'en 1911 il en demandait pour 57 francs environ. Or le coton brut et ses graines égalent 92 % (3) du total des produits exportés en 1911.

Les produits étrangers envahissent donc la vallée du Nil. Ainsi les beaux tapis d'Orient ont fait place aux tapis d'Occident. Les meubles Louis XV remplacent les chefs-d'œuvre des ébénistes égyptiens. Les pantalons et les vestons nous viennent d'Allemagne, les étoffes d'Angleterre. L'huile et les vins de l'Italie.

Du fil et de l'aiguille de la couturière, jusqu'à la plume et au porte-plume de l'écrivain, tout vient de l'étranger.

Notre vie matérielle s'est transformée. Les produits européens sont meilleur marché que les produits indigènes, aussi ils ont acquis sur le marché d'Egypte un monopole de fait. L'industrie nationale n'occupe que 13 % (4) de la population ouvrière et devient de

(1) Comte DE CRAISSATY, *L'Egypte d'aujourd'hui*, 1912, pp. 58, 82 et 83.

(2) *Rapport de lord Kitchner sur l'Egypte et le Soudan*, 1911, p. 20.

(3) Analyse des statistiques du rapport ci-dessus, p. 21.

(4) *Statistique officielle*, 1911, p. 23.

plus en plus incapable de concurrencer les produits importés dans un pays où les besoins augmentent tous les jours.

Comment développer l'industrie nationale ? D'abord il faut répandre l'enseignement industriel. Le fellah expérimenté fera avec sa puissance de travail opiniâtre et sa faculté d'endurance un ouvrier de premier ordre.

Ensuite le gouvernement égyptien peut tirer la houille blanche du réservoir d'Aswan, dont on estime la force à 41.500 chevaux (1). Le gouvernement a déjà l'intention de construire une usine génératrice dont la force sera utilisée pour la fabrication d'engrais chimiques, car l'importation des engrais, qui était nulle il y a une dizaine d'années, s'est élevée en 1912 à une valeur globale de 667.000 livres égyptiennes (2). On compte fabriquer ces engrais à Aswan à un prix moindre que celui que le fellah paye à présent. Le monde agricole réalisera de ce chef une économie considérable.

Mais les Egyptiens souffrent peu à cet égard. Le gouvernement doit plutôt encourager toutes les branches de l'industrie indigène. Il doit notamment supprimer le droit d'accise de 8 % qui pèse sur la valeur des produits des filatures établies dans le pays. Il doit les protéger par des tarifs douaniers et les subventionner. Par suite de ces mesures le prix du drap haussera, mais ce sont surtout les gens aisés

(1) Charles Roux, *La Production du coton en Egypte*, 1907, p. 251.

(2) Projet du gouvernement, avril 1913.

qui en achètent. Mais l'industrie nationale gagnera. Il y a plus de deux millions d'hommes (1) qui chôment en Egypte. Ils ne sont pas tous rentiers. Alors les sans-travail qui font du brigandage pourront être des ouvriers. Tout se tient dans une société.

Il faut aussi habituer les fellahs à élever les vers à soie pour développer cette industrie qui existe déjà dans la province de Gharbieh. Le gouvernement doit organiser des concours avec des prix pour les œuvres des ébénistes égyptiens ; et des peintres, des sculpteurs et des musiciens ; le progrès va parallèlement.

Un peuple qui avance passe de l'état agricole à l'état industriel. Or les Egyptiens, qui étaient industriels (2) avant et après la conquête arabe au VII^e siècle, sont aujourd'hui un peuple agricole. La marche fut donc rétrograde. Mehemet Ali voulut faire revivre l'industrie dans le pays. Il fonda en Egypte, en 1830, plusieurs filatures de coton. Il fit venir d'Europe des métiers. Les Egyptiens travaillaient pour le pacha. Les paysans livraient leur coton à l'Etat, qui en fixait et payait le prix, déduction faite des impôts. Ainsi, il y avait un monopole d'achat des produits agricoles au profit du prince. En cas de déficit, les fellahs répondaient solidairement de l'impôt envers l'Etat.

(1) *Statistique officielle*, 1911, p. 46.

(2) J'ai vu au Musée Khédivial du Caire les toiles en soie qui couvrent les momies de nos ancêtres. Elles égalent en finesse les toiles modernes. Du reste toutes les industries : tissage, teinture, mines, métallurgie, charpenterie, existent encore partout dans le pays, mais dans un état misérable. Cela prouve leur ancienneté.

Ce système attira à l'usine beaucoup de paysans, et la terre manqua de bras : le coton fit défaut. En outre les ouvriers n'étaient pas payés régulièrement, alors ils escomptaient leurs salaires de 15 à 20 % (1). Puis la gestion ne fut pas sans faiblesse et corruption. Ce n'est pas tout, ces ouvriers inexpérimentés abîmaient les métiers. Ce fut une débâcle.

Depuis lors, les Egyptiens ont fixé leur activité sur la terre. Qui dit Egyptien, dit homme de la terre qui n'est jamais l'homme vraiment civilisé. Malgré son dévouement aux nobles et chevaleresques sentiments, le paysan, qu'il soit suisse, italien, français ou égyptien, est fruste. On lit sur son visage les signes de la nostalgie, influence de la terre. C'est l'homme qui se laisse maîtriser. Si en Egypte règne encore l'autorité du souverain, c'est parce que la terre y occupe l'homme et que l'industrie n'y est rien.

En outre, le fellah n'a jamais songé à tirer parti de tous les produits du cotonnier. Aux Etats-Unis, des moulins à huile se fixent à côté des usines d'égrenage. Ces moulins transforment les graines de coton en tourteaux, et en extraient de l'huile dont les 9/10 constituent des substances alimentaires. Les tourteaux eux-mêmes sont employés comme matières fertilisantes et aussi pour engraisser les animaux. On a enfin préconisé aux Etats-Unis l'emploi de tourteaux purifiés pour l'alimentation de l'homme et on fait des pâtes avec la farine du coton (2).

(1) *Rapport* de sir John BOWRING, 1838.

(2) *Revue économique internationale*, avril 1911, pp. 8 à 14.

Le paysan égyptien vend son coton, la fibre et les graines en bloc; l'absence d'une classe instruite dirigeante dans le milieu rural empêche le profit à tirer de l'industrialisation des produits agricoles; cependant, il y a quelques manufactures d'huile en Egypte (1); encourageons-les; créons-en d'autres; mais il faudrait l'appui de l'Etat.

La tige du cotonnier renferme une matière première pour la fabrication du papier; mais avec ces tiges le fellah fait du feu, et jusqu'à présent on n'a pas fondé une seule usine de papier. Les fellahs devraient s'associer pour fonder des filatures et des usines de papier.

Après tout, il y a 5 millions (2) de feddans au Soudan qui conviennent à la culture cotonnière. L'exportation du coton brut soudanais a augmenté de 40 % de 1910 à 1911. Il est d'une excellente qualité (3). Le coton égyptien trouve là un concurrent nouveau. Son avenir est donc en danger.

Pour toutes ces raisons économiques et sociales, le gouvernement doit encourager toutes les branches de l'industrie aux bords du Nil. Là est notre avenir. L'Etat imposera pour cela les capitalistes égyptiens et étrangers dans le pays. Il peut aussi faire des emprunts amortissables à partir de 1969, date où finira la concession de la Compagnie du canal de

(1) ARMINJON, *Situation économique de l'Egypte*, p. 209.

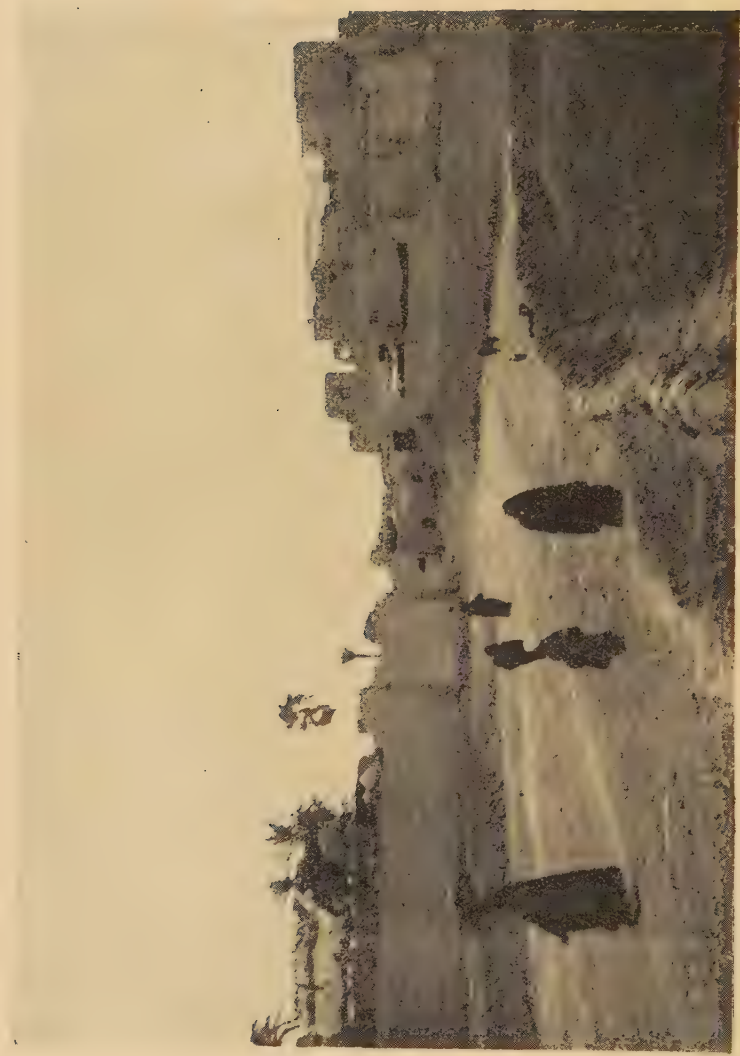
(2) El Ahaly, 13 mai 1913. Notons aussi que la superficie de la récolte cotonnière a été de 1.708.504 feddans en 1911 en Egypte, d'après le *Rapport* de lord KITCHNER, 1911, p. 30.

(3) Lord KITCHNER, *Rapport* 1911, p. 88.

Suez. Les revenus du canal alimenteront alors le trésor de l'Etat.

Avec ces capitaux on fera des routes, des chemins de fer; on développera l'industrie nationale et le commerce. Ces industries seront alimentées par la houille blanche que le gouvernement doit tirer des cataractes, et qu'il peut encore créer par une canalisation artificielle des eaux dans le Delta.

Tous les Egyptiens doivent se solidariser dans ces œuvres par leur activité et leurs capitaux.



UN VILLAGE PRÈS DE THÈBES.

(Je remercie encore M. Gaillard de m'avoir prêté cette photographie.)

LES HABITUDES SOCIALES DU FELLAH

I. LE VILLAGE

Dans le Delta et dans la moyenne Egypte, les maisons du village sont bâties en briques de terre crue qu'on sèche au soleil; mais dans la Haute Egypte, les maisons sont en pierre. Les toits sont plats, faits de branches de palmiers couvertes de terre et de paille. Le fellah ne songe pas à se bâtir une maison solide; la vie est passagère, la maison est fragile, la mosquée est misérable.

Le palmier, l'acacia et d'autres essences entourent le village; tantôt ils sont aux quatre coins de l'agglomération, tantôt chaque maison a ses arbres dont les tiges, en se contournant, semblent se rapprocher de l'habitation et s'unir davantage à l'homme. La nature sauve ainsi le fellah de la chaleur étourdissante du soleil.

Il n'y a ni places, ni fontaines, ni maisons isolées. De loin, on distingue les agglomérations au teint brun de la terre qui recouvre les bâtisses et çà et là autour du village, les buffles qui tirent la charrue, qui font, sous l'aiguillon de l'homme, les sillons du champ.

Jusqu'au XVIII^e siècle, pendant la crue, le Nil inondait toute la vallée. On construisait les villages au sommet des collines, les communications se faisaient par barques. Quand le Nil était bas, le fellah cultivait la terre et consommait ses produits, c'était l'économie domestique. La voie terrestre n'existait pas; le village fut avant la route. Au siècle dernier les canaux, creusés par Mehemet Ali et ses successeurs, ont fait naître des agglomérations; il y a près de 3.000 kilomètres de routes non empierrées le long de ces canaux, mais en général la campagne reste dépourvue de routes, on suit le sentier pour aller au village.

En 1821 la culture du coton fut introduite en Egypte; Mehemet Ali établit le monopole d'achat par l'Etat des produits agricoles. Ce système fut aboli par Saïd Pacha en 1857 et la liberté de la vente fut proclamée. Le fellah, ne sachant pas tisser, vend le coton brut.

En automne le village devient un centre de transactions et partout dans le pays on base sa principale espérance sur la récolte cotonnière.

L'économie domestique villageoise est remplacée par l'économie d'échange ou plutôt les deux formes d'économie coexistent. Ainsi la ménagère vend le bon

beurre et on consomme le mauvais; elle porte au marché les belles pommes et on mange les autres; on conserve dans des jattes le fromage pendant une dizaine d'années (il devient fort et salé). Mais d'autre part la famille fait sa provision de tiges de maïs et de tiges de coton; mais le fellah friand d'aliments sucrés achète du riz, des gâteaux; ainsi il est vendeur et acheteur. Il lui faut aussi des vêtements et par là une partie de son gain va à la ville.

Mais le villageois n'est pas seulement cultivateur; dans les gros villages, il y a encore des ateliers de teinture et de tissage de chanvre et notamment dans la Haute Egypte il y a des moulins (1) pour la fabrication du sucre et des poteries.

Enfin il y a des arabes pasteurs.

Partout à la campagne on rencontre des troupeaux conduits par des arabes; le fellah demande au berger de conduire le troupeau aux champs une semaine avant les semailles. Les déjections des brebis sont un excellent engrais. La vie pastorale et la vie agricole collaborent, mais l'agriculture prédomine; là va toute l'activité villageoise.

Le berger et le fellah ne s'aiment pas; celui-là méprise l'agriculture et la terre, et trouve idéale sa vie libre à travers les champs, il garde jusque dans la mendicité une certaine allure; le lait est sa principale nourriture; souvent il tisse lui-même son manteau de laine; il fait du feu avec les tiges que

(1) Il y a 568 moulins indigènes, d'après M. ARMINJON, *Situation économique de l'Egypte*, p. 248.

ramasse la bergère; la nuit il vit sous une tente; le jour il porte son gourdin appuyé sur l'épaule, auquel est attaché son déjeuner; et au milieu du troupeau chante et contemple la nature.

Le fellah est humble; il reproche au berger son orgueil et sa fierté; il travaille la terre qui le tient. La vie libre du berger est pour lui du vagabondage; le cultivateur mène forcément une vie sédentaire, et il est soucieux : soucis que lui causent le bétail, la culture, l'irrigation. Il a toujours du travail; souvent en marchant, il file la laine sur un petit métier qu'il porte à la main; il fait une corde pour son bétail, ou une bride pour son chameau. Pour se reposer, il dort.

Ainsi le fellah et le berger ne mènent pas la même vie; leurs différentes façons de vivre créent entre eux de l'antipathie.

L'Égypte compte 3.581 villages qui ne se dépeuplent pas. Ainsi, de 1897 à 1907, l'augmentation moyenne de la population par an est de 14,9 pour 1000; tandis qu'elle est de 14,6 à Alexandrie, et de 13,9 au Caire dans la même période (1). Donc, le dépeuplement de la campagne, qui est un phénomène général en Europe, n'existe pas en Égypte.

Au contraire, beaucoup de villages se sont agrandis et ont entouré leurs étangs. A l'origine, on a creusé autour du village pour bâtir les maisons. D'où ces étangs. Les oies et les canards de tous les villages passent la journée dans ces eaux stagnantes. Les chemins du village sont larges d'un à deux

(1) *Statistique officielle de 1911*, p. 40.

mètres, et sont pleins de poussières, de cailloux et de pailles.

L'administration du village n'est représentée que par le maire. Celui-ci a le droit de trancher les procès dont l'objet ne dépasse pas 100 piastres. Il peut édicter des amendes de 5 à 15 piastres et emprisonner les villageois 24 heures au plus. Mais il n'use pas de ces droits. Il a généralement peur qu'en exerçant son pouvoir, ses récoltes, même sa vie soient en danger.

Mais, en 1912, on a introduit au village un système judiciaire (1) connu sous le nom de Justice Cantonale, grâce auquel le fellah peut faire vider ses contestations dans son propre village ou dans un village voisin, sans délai et à peu de frais. Les membres de ces tribunaux cantonaux sont nommés par l'administration, parmi les notables du pays. Ces tribunaux tranchent les conflits ne dépassant pas 10 livres égyptiennes, entre les patrons et ouvriers de la terre. Le tarif judiciaire exempte la maison d'habitation de saisie pour frais dû à ces tribunaux. Ce système fut essayé à Fayaum et à Mansourah, mais il n'a pas eu un résultat définitif. Aussi, il n'est pas encore généralisé.

Ainsi, le village reste encore dépourvu de tout système judiciaire, et l'administration ne se fait pas sentir.

Enfin, le Gouvernement créa au village des écoles enfantines depuis une dizaine d'années et en sub-

(1) *Rapport du Conseiller Judiciaire*, avril 1913, et *Rapport de Lord Kitchner*, 1912, p. 5.

ventionna d'autres qui furent mises sous son contrôle. Il y a 3.500 (1) écoles (Kottabs) environ. Ce sont des maires qui ont fondé la plupart pour obtenir la faveur de l'administration. Mais il n'y a pas de médecins qui les visitent régulièrement, et l'inspecteur de l'instruction publique y va deux ou trois fois par an. Enfin, l'instruction n'est ni gratuite, ni obligatoire. Les villageois sont tous illettrés. Parfois, ils se réunissent chez un notable où l'instituteur leur lit les journaux du Caire. On s'intéresse surtout aux réclames des dernières pages. Mais il y a un fait certain : le prêcheur, à la mosquée, a la confiance de la masse. Le Gouvernement devrait en profiter. Toute idée économique et sociale doit être propagée comme prescrite par la religion. Seulement, ces propagandistes ne sont pas instruits. Il faudrait donc créer des écoles pour les instruire, les rendre plus utiles.

En conclusion, les agglomérations rurales sont nombreuses, cela rend la campagne peu monotone malgré que le pays soit plat. Le village reste encore le marché des produits agricoles, malgré qu'on a créé 92 marchés de coton à la campagne. Il y a encore de l'industrie. Le villageois est l'homme illettré et humble qui se méfie et craint l'administration qu'il ne connaît pas.

(1) *Rapport Lord Kitchner*, 1911, p. 42.

II. L'HYGIÈNE

D'une enquête à laquelle s'est livré Yacoub Artin-Pacha dans le Delta, il résulte qu'en 1907 la moyenne des enfants était de 15 environ par ménage et qu'à l'âge adulte il y avait au plus 5 à 6 survivants. En outre une notoriété du monde médical français séjournant à Luxor disait que chaque fellahah avait en moyenne 14 grossesses au cours de son existence. Près des $\frac{3}{4}$ des enfants meurent en bas âge (1).

En 1910 les naissances étaient de 45,8 ‰ et les décès de 27,5 ‰ du total de la population. La mortalité des enfants au-dessous d'un an est de 19,9 %; celle des enfants d'un an à 16 de 17,6 % (2). Ainsi le fellah est prolifique; mais la mortalité infantile est excessive. M. Renard-Quinton a montré, en février 1912, à l'Institut Egyptien au Caire les ravages qu'exerce la gastro-entérite : pendant le semestre d'été 1911, il y eut 1.600 naissances au Caire et 1.000 morts; certaines semaines où naissent en moyenne 550 enfants, plus de 800 meurent, et presque tous de la gastro-entérite. En effet partout en Egypte on voit des eaux stagnantes autour des

(1) Raoul DE CHAMBRET, *Enquête sur le fellah*, pp. 16, 17.

(2) *Statistique officielle* 1911, pp. 58 et 66.

villages. L'odeur en est pénible ; les eaux sont vertes et couvertes de mousses. Au lever et au coucher du soleil des brouillards s'élèvent et occasionnent des fièvres paludéennes et typhoïdes. A 10 kilomètres autour de Chebin El Kom, aucun village qui n'ait ses marais (Birkeh).

Autre cause d'insalubrité : en Egypte il n'y a ni mines de charbon, ni forêts. On voit le matin au village, des fillettes portant des corbeilles, suivre les animaux à la piste, ramasser les déjections, les recueillir même avant qu'elles soient sur le sol. Elles portent leurs corbeilles pleines auprès de la maison et font sécher cela au soleil sur le sol ou contre le mur, puis on entasse sur la toiture ; c'est un combustible. Cela est une occupation villageoise.

On boit l'eau boueuse du canal, où sont des charognes ; on se lave là où les animaux vont barboter. Les fellahs se font soigner par le barbier du village ou par un charlatan. Celui-ci est le médecin, celui-là est le chirurgien. On se purge avec des herbes, alors on est malade pendant une semaine.

On ne lave pas les enfants ; on ne les change pas souvent de linge. Les mouches ravagent leurs visages. On se dit que, si on laisse les bébés dans cet état, les autres villageois qui n'en ont point n'en auront pas envie. En outre la mère mâche la viande avant de la mettre dans la bouche de son petit, lui en donne trop ; l'enfant grossit et la mère est contente. Enfin un enfant a la pelade ; on le mène au guérisseur ; celui-ci le rase et lui couvre le crâne d'asphalte brûlant. L'enfant souffre, souvent meurt.

Ce n'est pas tout. Les jeunes gens deviennent alcooliques ; ils boivent du whiskey et du cognac, fument du hachich et de l'opium. En outre le fellah mange de la salade et de la nourriture épicée. Cela, avec la poussière de la campagne et la chaleur étourdissante du soleil, abîme les yeux. Lord Cromer appelle l'Egypte le pays des aveugles. Enfin quand on est fatigué on s'adresse aux chefs du culte pour se faire dire des prières, remettre des talismans.

Voici le résultat : 10^o/_o des conscrits sont bons pour le service (1) : 13 ^o/_o de la population sont aveugles ; 33 ^o/_o sont borgnes (2), et puis l'anémie, la fièvre typhoïde, la gravelle, la lèpre et la peste anéantissent le fellah ; il les ignore ou il les cache, et il travaille.

Le gouvernement était resté indifférent, mais aujourd'hui il y a un décret de 1895 en vertu duquel chaque jour le maire du village doit envoyer par messenger un rapport sur les naissances, décès, maladies, au médecin du district. Le barbier et la sage-femme sont chargés de tenir le maire au courant de l'état sanitaire ; l'administration leur enseigne les principes de propreté qu'ils doivent faire pénétrer dans les masses paysannes ; mais ils n'ont aucun traitement ; ils vivent en soignant les malades ; aussi ils croient avoir intérêt à tout cacher. D'autre part les villageois n'aiment pas à être dérangés par l'administration. Si un médecin entre avec la police pour

(1) *Situation du fellah*, par AL. ALAM, en février 1912.

(2) *Statistique officielle*, 1911, p. 46.

isoler un malade et désinfecter, on les voit stupéfaits, inquiets comme si on venait les voler ; les femmes crient et pleurent comme si elles étaient battues. Aussi le maire cache et souvent il ne sait même pas qu'il s'agit d'une maladie contagieuse. Puis, quand tout est contaminé, les fonctionnaires envahissent le village et le maire commence à comprendre, mais trop tard.

Des services ophtalmologiques ambulants ont été créés en 1904 ; ils se transportent d'un point à l'autre tous les trois mois : « Il n'y a jamais eu », écrit le Dr Mac Callan, « la moindre hésitation parmi les fellahs à accepter les soins de l'hôpital ; ni à se soumettre à n'importe quelle opération que j'avais prescrite. »

Voilà tout ce qu'on a fait pour la population rurale qui comprend 82 % de la population totale (1). Cependant le fellah est robuste, gaillard et bien fait, sauf qu'il a les bras grêles et les pieds allongés. Mais de bonne heure, il se courbe, s'enlaidit. Il a le tempérament nerveux, il travaille et vit longtemps. Les eaux charrient la fertilité ; le soleil apporte la vie.

(1) Recensement de 1907.

III. LA CRIMINALITÉ

	En 1899	en 1910		{ 22.098 querelles à main armée,
Délits	39.713	71.619	dont	{ 2.871 destructions de récoltes,
				{ 21.023 vols divers.
Crimes	1.251	3.328	dont	{ 718 meurtres,
				{ 559 incendies prémédités (1).

La criminalité s'accroît. Feu sir Eldon Ghorst fut l'auteur de la loi de déportation promulguée le 9 juillet 1909 ; les fellahs suspects de mauvaises intentions sont convoqués devant des commissions composées d'agents administratifs et judiciaires et des maires. Les individus, sans avoir commis aucun délit, peuvent être soumis à la surveillance de la police pendant 5 ans, à charge de fournir caution ; sinon, ils sont bannis aux Oasis. Cinq cents fellahs ont été ainsi relégués. Le nombre de crimes a été de 3.717 en 1909, 3.328 en 1910 et 3.673 en 1911 (2). Le Gouvernement attribue la baisse de 1910 à l'application de cette loi de déportation, mais elle ne fut pas mise en vigueur en 1911 ni en 1912, et on ne songe plus à l'appliquer.

Les Cours d'assises, de janvier à juin 1912, ont prononcé trois sentences de mort sur 80 condamnations pour homicide volontaire avec préméditation.

(1) *Statistique officielle*, 1911, pp. 26 à 28.

(2) *Rapport de Lord Kitchner*, 1911, p. 54.

Dans 49 cas, les tribunaux rejetèrent la préméditation, et dans les 28 autres elle admit des circonstances atténuantes. On constate la même indulgence de la part des cours par rapport aux vols avec effraction et à main armée, au brigandage et au vol avec violence. Le Gouvernement égyptien estime que des sentences plus rigoureuses auraient un effet des plus salutaires sur la sécurité publique.

La statistique de 1910 indique que le parquet a classé 42 % du total de procès criminels ; 40, 9 % des crimes et tentatives de meurtres ; 37 % des délits. En 1909 et en 1911, la statistique accuse à peu près les mêmes chiffres (1).

En 1911, il y a 38.537 (2) gardiens de nuit. C'est un corps distinct de la police. Mais les gardiens du village n'ont pas de balles dans leurs fusils, mais seulement des cartouches ; ils ne font pas peur aux brigands, ils en ont plutôt peur. C'est surtout à la campagne que la criminalité s'accroît.

Comment expliquer cette criminalité ? Je n'ai jamais vu un fellah sans son gourdin à la main. En se promenant à la campagne, il a l'air ouvert et docile. Mais voici qu'il devient rouge en parlant, il se fâche, il frappe. Sa nervosité le mène, et son gourdin le rend plus nerveux.

J'ai vu ceci : En 1906 un berger conduisait son troupeau aux environs de Chébin El Kom. Une brebis traversa un champ de blé. Le propriétaire blâma le

(1) Statistique dressée par EL AHALY, 10 et 19 avril 1913.

(2) *Ibid.*

berger de mal conduire ses moutons. Des propos vifs sont échangés. La querelle éclate. Le berger est grièvement blessé d'un coup de bâton à la tête. — Lord Kitchner écrit dans son rapport de 1911 : un jardinier a blâmé son voisin d'avoir traversé à la limite de son jardin, d'où dispute ; le jardinier assassina son voisin l'après-midi du même jour.

Je pourrais conter à l'infini des faits analogues. Les fellahs s'emportent vite et pour rien. Ils n'ont pas foi dans la justice. Pour fixer le bornage de deux champs, des voisins ne peuvent pas s'entendre, ils détruisent tour à tour les bornes ; un beau jour ils se rencontrent sur le lieu, ils s'insultent, ils se battent. Les agents arrivent trop tard, car la campagne manque de routes.

Les eaux sont encore une cause de querelles : un sakieh (machine élévatoire d'eau) appartient à plusieurs fellahs ; ils n'arrivent pas à décider quand chacun d'eux en usera ; ils discutent, se battent. Le bâton rend la dispute de plus en plus violente.

Autre cause : dans ce pays de 11.267.359 habitants, il y a 2.208.580 hommes (1) sans travail, soit 20 % de la population. Une grande partie des sans-travail se livrent au vol et au vagabondage ; ils ont dans chaque région de leur zone un camarade qui les renseigne sur les coups à faire. Les voleurs se cachent dans les branches des arbres. Ils ont de petits canots pour fuir en cas de péril.

(1) *Statistique officielle de 1911*, p. 46.

Ils marchent parfois en file indienne, la nuit, pour faire croire aux fellahs qui gardent les bestiaux actionnant les machines élévatoires des eaux, qu'ils sont peu nombreux. Les uns attaquent le fellah à coups de fusil; les autres s'emparent des bestiaux, les conduisent chez leur complice. Des bouchers vont chez ce receleur tous les jours de grand matin; ils achètent le bétail volé, à moitié prix, l'égorgent sur place, et portent la viande au marché. Les maires souvent ferment les yeux ou sont des complices. Les gardiens du village partagent avec les voleurs; parfois ils sont les frères, les parents de ceux-là; ou ils en ont peur. Aussi ils se taisent.

Ainsi le chômage d'une part, la corruption de la police d'autre part, contribuent à accroître la criminalité.

Il y a encore ceci : dans un village sont généralement 2 camps. Pour élire le maire à vie les 2 groupes de famille s'opposent. Le groupe vaincu se venge, ravage, toutes les fois que l'occasion le lui permet, les récoltes du groupe vainqueur. D'abord pour l'appauvrir, ensuite pour montrer aux autorités administratives que le maire élu n'est pas digne de sa fonction. L'autorité révoque le maire après avoir constaté la fréquence des crimes. Un autre maire est élu et l'histoire recommence.

Autre fait : de grands propriétaires louent des mercenaires pour assassiner un ennemi; 250 francs par tête; 100 francs payés d'avance : le reste après l'accomplissement du meurtre. Pourquoi ce crime? Parce qu'un propriétaire s'enrichit plus vite qu'un

autre, ou qu'il a plus d'enfants, ou pour un refus de mariage.

La vengeance est la première satisfaction du fellah; répandre le sang de son ennemi, c'est vivre grand et heureux. A Chebin El Kom un propriétaire avait 6 fils; il haïssait son voisin. « Je me contenterai de 5 », disait-il, « le sixième fera disparaître mon ennemi. »

Tel propriétaire auquel on a volé son bétail se voit obligé de transiger avec le voleur; un notable est menacé d'assassinat, s'il ne met pas une certaine somme dans un endroit désigné; au cas de refus, le crime s'accomplit.

Il y a encore les drames passionnels; et un second mariage du père est quelquefois une cause de crime.

L'usure est une autre cause: il y a 4 ans à Mellaoui un usurier, qui avait harcelé une famille jusqu'à lui arracher ses biens et ses terres, fut tué au coin du chemin sans que l'enquête réussît à découvrir les meurtriers; et l'on raconta que les victimes de sa rapacité n'étaient pas étrangères au crime (1).

D'autres sont dégoûtés du travail et préfèrent vivre en prison; on y est bien; l'Egyptien du peuple ne comprend pas l'humiliation morale et n'est sensible qu'à la souffrance physique.

Une catégorie de fellahs s'enivrent. Depuis une vingtaine d'années, des cabarets (khamaras) sont éta-

(1) Cette anecdote fut citée par Mohamet Bey Ali, au Congrès Egyptien de Néliopolis, 1911.

blis partout au village par des Grecs. Ils boivent et encouragent les villageois à en faire autant. Ceux-ci se laissent prendre, croyant que le progrès consiste à boire. Ils s'égayent, mais cela ne dure pas; ils tombent raides par terre. Mais ils ne commettent pas de crimes. L'alcoolisme, qui en Occident est considéré comme facteur de criminalité, est un phénomène trop jeune en Egypte pour qu'il puisse contribuer à l'augmentation des crimes.

Mais il pousse au suicide. Au Caire il y a eu 34 cas en 1910 et 73 en 1911. La Société de secours en cas d'accident attribue cette augmentation à l'alcoolisme (1).

J'attribue donc la criminalité aux faits suivants : la lutte pour la vie devient aiguë; il y a des pauvres et des chômeurs; puis l'incapacité de s'entendre chez un peuple dont la vie matérielle dépasse le degré intellectuel; l'amour de la vengeance; l'absence de moyens de communication; la défectuosité du service de sûreté.

(1) *La Bourse Egyptienne*, n° 22, janvier 1912.

IV. LA VIE PUBLIQUE ET PRIVÉE

D'abord la femme est exclue de l'activité en dehors du foyer. Même à la mosquée pendant les prières on ne trouve que des hommes. L'usage oblige la femme à ne pas fréquenter les réunions, mais à garder la maison. Elles ne se réunissent pas même entre elles. En Egypte, plus que partout ailleurs, la femme n'a aucun des soucis de la vie; cependant des femmes fellahs gagnent leur vie en vendant des légumes et des fruits qu'elles portent sur leur tête dans des corbeilles; les préjugés sont vaincus par la misère et la nécessité. Mais en principe la femme reste subordonnée à l'homme et vit en parasite. Il y a plus de 3 millions (1) de femmes oisives, ce qui fait le quart du total de la population. L'homme supporte donc les charges de la vie publique et privée; mais il y a aussi des hommes parasites.

En tout, il y a 2.208.580 hommes (2) qui chôment en Egypte. Ils se livrent au vol, à la mendicité ou deviennent parasites. Les uns dorment le jour à la mosquée, étendus sur les tapis et les nattes. On s'y trouve à son aise; on se croit chez soi malgré le respect de tous pour la maison de Dieu. Incohérence

(1) et (2) *Statistique officielle*, 1911, p. 46.

qui se manifeste en toutes choses, même dans les devoirs envers les morts que l'on vénère, mais dont on laisse s'écrouler les tombeaux.

Les autres mendent, errent dans les rues, sont malades, enlaidis et n'ont ni foyer, ni famille. Le recensement de 1897 accuse 100.000 mendiants dans le Delta. Ces mendiants demandent l'aumône tous les jours dans les maisons et dans les boutiques. C'est un métier facile, mais indigne, que le gouvernement ferait bien d'interdire, sauf à recruter cette armée de paresseux pour les soigner et les faire travailler.

En outre, il est à peine admis dans ce pays qu'un homme comme il faut se montre à pied ou prenne lui-même son billet à la gare. Les bourgeois, les rentiers sont vaniteux; ils passent leurs journées au café jouant aux cartes ou aux échecs. Pendant ce temps le ver du coton dévore leurs champs. On n'y pense pas; mais on cause; on se déteste; on se sourit. D'autres font des visites journalières à des boutiquiers leurs amis. Ils font faire leur travail, donnent alors des ordres et en éprouvent du plaisir : vanité pure.

Enfin l'aristocratie voyage l'hiver au Caire, l'été en Europe. 25.000 Egyptiens passent l'été dans les beaux sites français et suisses et dépensent 2 millions et demi de livres égyptiennes (1). Le plaisir est leur seul souci et absorbe leur activité. Ils louent leurs terrains et n'ont pas de contact avec leurs fermiers; c'est l'absentéisme capitaliste.

(1) Conférence du docteur LÉVY à la Société Khédiviale d'Economie politique au Caire en février 1912.

Ce n'est pas tout. Malgré l'internationalisation économique du pays, les Egyptiens ne sont pas arrivés à un degré intellectuel égal à leur situation économique. 92 % du peuple sont illettrés. Le cercle intellectuel est fort limité. L'Angleterre s'est bornée à faire utiliser les terres jusqu'alors en friche ; mais elle n'a essayé de modifier ni la mentalité du peuple, ni ses mœurs. C'eût été sa gloire. Son armée d'occupation vit à Alexandrie et au Caire. L'inspecteur anglais fait, en province, de temps en temps sa tournée. Tout est et vient du Caire. L'occupant ne cherche pas le contact des indigènes et ne pénètre pas ce monde avec lequel il est en rapport. Ses relations avec le fellah sont d'une condescendance hautaine (1). Les deux races ne se pénètrent pas. Aussi les Egyptiens demeurent sans l'esprit d'initiative et de solidarité, cet esprit de l'Anglo-Saxon. Mais celui-ci n'a gagné ni leur gratitude ni leur sympathie. L'Egyptien reste l'homme insouciant et indifférent. Dieu arrangera tout pour le mieux.

« Groupez-vous pour faire du bien », dit le Corân. On entend cela à l'occasion des funérailles, des mariages, chez les particuliers, à la mosquée, et dans la rue. Dites à un Egyptien de faire partie de votre groupe, il le fréquentera une ou deux fois ; c'est tout. Dites-lui de se trouver à 4 heures ; il arrivera à 5 heures ou pas du tout. L'Egyptien n'est ni exact, ni persé-

(1) Cependant, Lord Kitchner, le représentant de la Grande-Bretagne, fait des visites en province ; il a même concédé 700 feddans du domaine de l'Etat aux fellahs, en lots de 5 feddans.

vérant. Il n'a pas l'habitude de s'associer. Pourtant il y a des réunions de prolétaires urbains et ruraux :

En ville sur le côté d'une promenade, on trouve à l'ombre d'un arbre le conteur qui charme les serpents et fait des jeux miraculeux. Autour de lui, en cercle les fellahs s'assoient, les jambes croisées, et lui jettent de la monnaie. On l'écoute sans applaudir. Les spectateurs demeurent là une heure ou deux. C'est le jour du marché ; voilà une première distraction.

Le soir, les cabarets sont pleins. Un concert y est donné par un flûtiste accompagné par un joueur de tambourin. Les consommateurs répètent en chœur le refrain et marquent la mesure en frappant avec leurs mains. Ils admirent aussi une danseuse qui prend des poses voluptueuses, mais ne danse pas. Peu d'ouvriers de la terre se trouvent là ; ce sont surtout des cochers, des maçons, des forgerons et des charpentiers qui y vont pour se divertir et dépensent sans soucis de l'avenir leur petit salaire.

Enfin les habitants de chaque village célèbrent la fête annuelle de leur saint ; partout en Egypte on célèbre la naissance du prophète ; alors chacun donne son obole. La fête dure une semaine. Le soir les ouvriers urbains et les petits commerçants vont en ville, arborant les différents drapeaux de leurs corporations religieuses, et récitent en chœur des prières. Chaque corporation part du domicile de son chef ; et tous les manifestants se retrouvent à la mosquée (1).

(1) Cf. pp. 56, 57.

Ainsi on se réunit pour une fête religieuse ou pour se divertir, mais non dans une pensée d'intérêt public. A part les institutions religieuses, il n'y a que des associations fondées et dirigées par des Européens. Tandis qu'en Europe, en Amérique, chaque ville, chaque village a ses clubs, ses syndicats et ses coopératives, le village fellah est dépourvu de toute organisation. Les familles vivent côte à côte, mais d'une vie indépendante et isolée. Le courant économique est purement individualiste ; le courant associationniste est inexistant. La vie publique est néant.

Cependant les ménagères s'entr'aident pour faire le pain, pour emmagasiner le blé et pour enlever de leurs enveloppes les épis de maïs ; on s'emprunte aussi toute espèce d'ustensiles de ménage et d'instruments de culture ; les villageois s'assemblent pour arracher le cotonnier, pour couper le maïs et pour moissonner, et ceux qui finissent les premiers vont en aide aux retardataires. Il n'est pas question de salaire, mais le voisin vient en aide parce qu'on a travaillé chez lui ou en vue d'un travail futur. Pendant le travail, ce mobile est totalement oublié ; le sentiment impose une certaine solidarité ; le travail devient ardent et joyeux, l'esprit de sacrifice du fellah l'éclaire.

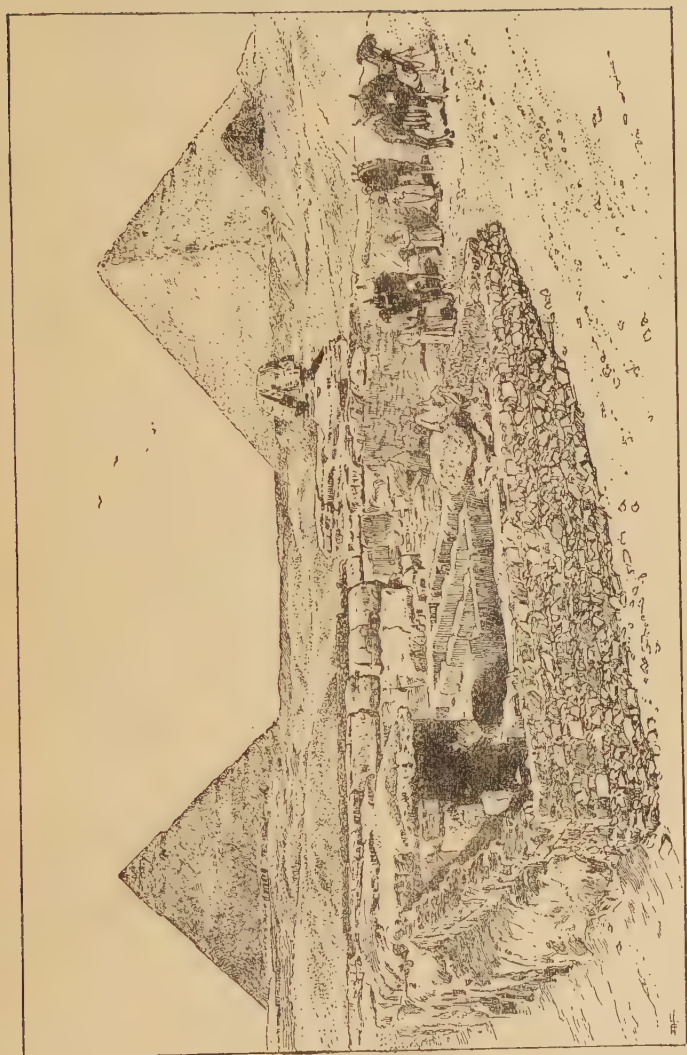
Ainsi la nuit en pleins champs on garde les animaux qui font fonctionner la machine élévatoire des eaux. Ainsi, pour sauver les biens de leur ami, les travailleurs repoussent les attaques des voleurs,

(1) C.f. pp. 58, 87, 88.

mettent leur vie en danger et tombent souvent victimes de l'honneur et de la solidarité (1).

La solidarité est d'autant plus forte que le milieu fellah est pauvre ; car, là, le « mien » et le « tien » n'est pas aussi considéré que parmi les riches. Les familles qui s'entr'aident s'aiment et se trouvent unies. Mais tous les villageois ne peuvent ni sympathiser ni se soutenir ; alors le village se trouve divisé en deux clans qui se détestent et se rivalisent. L'esprit de division se manifeste lors de l'élection du maire, quand on vend la récolte, quand on fait des cérémonies et quand on se marie. Ainsi les hommes d'un même clan ne font qu'un ; entre eux règne l'esprit de sacrifice et de désintéressement. Cela s'impose sans aucune autorité, mais par le jeu du sentiment. Mais en cas de deuil tout le monde va à l'enterrement ; les familles neutres sont considérées comme faibles. La vie privée influence ainsi la vie publique.

Mais le fellah n'a pas vraiment l'esprit de patriotisme ou l'islam est sa patrie ; il ne se sacrifie pas pour l'Egypte ; il ne sait pas qu'il y a des pyramides ; il ne sait même pas s'il est Egyptien. Par exemple, un de ses fils part pour le service militaire ; mais, au moment où il se présente devant le conseil de revision, sa mère et sa famille crient comme si le jeune homme venait de mourir. Pour se faire exempter, on passe jusqu'à 20 ans à apprendre par cœur le Coran pour pouvoir passer l'examen devant le magistrat ou on se blesse à l'œil ou au doigt. En 1830 Mehemet-Ali recruta deux régiments



The Great Pyramids of Giza (" Khufu " and " Khafra "), and the Sphinx
Reproduction de W.-H. MARDON, *The Geography of Egypt and the Soudan*, 1905, p. 147.

de borgnes dont l'espérance d'être exemptés fut ainsi trahie. C'est fête si le jeune homme n'est pas pris ; on invite des amis, on fait réciter le Coran ; on remercie Dieu. L'Égyptien ne connaît pas sa nationalité, mais il est attaché à son village, plutôt à son clan.

Il y a lieu aussi de tenir compte de l'influence de l'islam dans les transactions : un fellah vend sa récolte, son bétail, mais ne l'a pas encore livré, ni touché le prix. Le lendemain, un autre acheteur se présente et offre un prix plus élevé ; mais le fellah a vendu, il a touché la main de l'acheteur de la veille en disant : « Que Dieu vous porte chance. » Ce pacte religieux est respecté.

L'islam, encore, permet la polygamie, mais le prolétariat égyptien et les petits propriétaires ruraux sont monogames. Le matin, leurs femmes portent sur la tête le déjeuner au champ, et après ramassent les mauvaises herbes derrière la charrue. Hommes et femmes travaillent dur, par amour de la terre, comme par intérêt. Ils parlent de leur bétail et de leurs cultures. Ils sont toujours ensemble. Ils s'aiment, ils sont satisfaits de leur sort et ne savent pas un autre idéal.

La femme d'un prolétaire, à Chébin El Kom, est devenue âgée. Elle a choisi à son époux une autre femme ; elle est le mentor du nouveau ménage. Ce n'est pas rare, il faut que la famille se continue.

Mais il arrive ceci : un ménage a quatre enfants ; la ménagère devient âgée, et le père se remarie avec une femme plus jeune ; neuf fois sur dix, c'est du

premier lit seulement que sont les enfants ; la polygamie n'agrandit pas le cercle familial, mais elle crée la haine entre frères et sœurs de mères différentes. Et le chef de la famille se donne à la volupté, remet le travail au lendemain, laisse à son fils aîné le soin de l'atelier, de la boutique ou des champs ; cela à 50 ans ; il est un petit propriétaire de moins de 5 feddans, et il estime qu'il a assez travaillé.

La pratique musulmane permet quatre femmes légitimes. Souvent, des bourgeois, de riches fellahs ont deux femmes. La statistique (1) donne environ 132.567 ménages polygames, d'après le recensement de 1907. Mais l'Égyptien du peuple ne pratique pas la polygamie. Cela est notoire aux bords du Nil.

Dans ce milieu fellah, les femmes ne portent pas le voile. Elles vont au village et en ville le visage découvert. Elles reçoivent leurs hôtes et mangent avec eux du même plat. On ignore la fourchette et l'assiette particulière à chacun des convives. Un grand plat est placé sur une chaise ou par terre. On se sert avec les doigts. On boit à la même carafe d'eau. Tout le monde est assis par terre. On mange vite, on parle peu. Tandis que dans la bourgeoisie les dames ne peuvent recevoir que les personnes de leur sexe, sauf, en règle, les proches. Donc, la polygamie se pratique, et le voile se porte seulement dans le milieu bourgeois égyptien, qui est une minorité.

Enfin le fellah habite dans une maisonnette, le plus

(1) *Statistique officielle*, 1911, p. 41.

souvent d'un seul étage. Elle est de deux ou trois pièces. Il y a une cour. Lui, sa famille, son bétail et ses instruments agricoles y sont entassés. En été il dort sur la toiture; en hiver il dort sur un four allumé dans une pièce sans fenêtre, mais l'atmosphère de sa demeure est lourde. Les parasites pullulent chez lui; mais la chaleur et la fumée désinfectent le logement.

Il conserve ses provisions de graines dans des réservoirs cylindriques, sortes de grandes jarres de terre fermées. Parfois, il garde ses économies dans un petit pot caché dans le sous-sol ou dans la muraille. Lui seul connaît ce secret; il se méfie; il est de nature bilieuse mais généreuse. Si l'on entre chez lui, on est bien reçu, nourri, logé et protégé.

En résumé, le fellah ne connaît pas la vie publique, mais sa vie privée est intense : il a l'amour de l'action pour l'action, l'instinct de l'entr'aide et de la solidarité; il est musulman, monogame, et mène une vie misérable.

Vu à Lyon, le 9 juin 1913.

Le Président de la thèse,
EMMANUEL LÉVY.

Vu à Lyon, le 9 juin 1913.

Le Doyen de la Faculté,
L. JOSSERAND.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 10 juin 1913.

Le Recteur de l'Académie,
P. JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	5
LA PROPRIÉTÉ.....	7
I. — <i>Le petit propriétaire</i>	10
Le homestead, 12. — Le fisc, 15.	
II. — <i>La culture, son avenir</i>	18
Les ravages des vers du coton, 20. — La mono-	
culture, 23.	
LE MARCHÉ.....	27
I. — <i>L'Égyptien est négligent, imprévoyant, endetté</i>	27
Le petit détaillant, 29. — Le fellah débiteur, 31.	
II. — <i>Le crédit</i>	34
L'usurier, 36.	
III. — <i>Réformes faites et à faire</i>	40
La loi de 1912, 40. — Les Caisses d'épargne, 40.	
— Les Syndicats, 42. — Réformes, 43.	
LE PROLÉTARIAT.....	45
I. — <i>Le prolétariat agricole et les réformes nécessaires</i> ...	45
L'ouvrier payé en nature, 46. — L'ouvrier attaché	
au domaine, 46. — Les journaliers : 1) Cueillette	
du coton, 47 ; 2) L'égrenage du coton, 49 ; 3) La	
corvée, 50 ; 4) Nettoyage du cotonnier, 52. — Le	
coût de la main-d'œuvre, 53. — Remède, 60.	
II. — <i>Le prolétariat industriel et l'avenir de l'industrie</i> ...	62
Le tissage, 65. — La teinture, 66. — Les mines, 67.	
— Comment développer l'industrie nationale, 69.	
LES HABITUDES SOCIALES DU FELLAH.....	75
I. — <i>Le village</i>	75
II. — <i>L'hygiène</i>	81
III. — <i>La criminalité</i>	85
IV. — <i>La vie publique et privée</i>	91

GRAVURES

L'écluse d'Assouan et le réservoir.....	24
La charrue égyptienne.....	53
Le Sakieh (machine élévatoire d'eau).....	56
Un village près de Thèbes.....	74
Les grandes Pyramides de Giza et le Sphinx.....	97

Lyon. — Imp. J. Poncet, rue François-Dauphin, 18.
